

PROCHE-ORIENT

Iran

Les tribulations d'un « tueur » de la Savak

Aucun scénario de « thriller » n'aurait imaginé l'aventure que vit, depuis le 27 février 1976, M. Jula Khan Pira - dit « Youlik » - né le 29 janvier 1910 à Tills (Géorgie). Pas un romanier n'aurait bâti un tel récit : il ne manque, pour être la « une » des quotidiens, qu'un peu de sang répandu sur un trottoir de Paris. Du sang iranien...

« Youlik », en effet, promène depuis plusieurs mois, dans la capitale, enveloppé dans un papier d'emballage, un « tueur » de la Savak, qui lui ont été remis par un représentant de la Savak (police secrète iranienne). Pas pour ses beaux yeux. Pour « éliminer » le plus proprement possible, dit-il, M. Sadegh Ghotbzadeh, opposant politique au chah d'Iran, vivant à Paris (1). Peu soucieux de mener jusqu'à son terme cette « mission n° 1 » qui lui avait été confiée en février 1976 à Téhéran par un certain Firozi, « Youlik » a choisi de vendre la mèche.

En notre présence, il a annoncé à sa « victime » ce qui l'attendait et un « arrangement » n'est pas trouvé. Sadegh, d'abord incrédule, a accueilli la conviction que « Youlik » n'était pas un mythe. Des confidences recueillies durant l'été 1976 aux Etats-Unis, dans les milieux proches du département d'Etat, lui ont confirmé que la Savak avait bel et bien envoyé un « tueur » à Paris pour assassiner. A quelques jours près, dit-il, les dates indiquées

par mon interlocuteur et les avertissements de Khan Pira coïncident. Les recoupements s'avèrent justes. Sadegh, assassiné en puissance, a néanmoins refusé de se prêter à un simulacre d'assassinat, comme le suggère « Youlik » harcelé par ses commanditaires et pressé de se déguerpir d'un incroyable guépier. Sa crédibilité politique en est d'autant renforcée.

Des années d'errance et d'apatridie

La 6 mars dernier pourtant, la chaîne de télévision américaine C.B.S., s'appuyant essentiellement sur le témoignage de « Youlik », a dénoncé - au cours d'une émission de soixante minutes - les projets d'assassinats politiques en Europe, mis au point par les services spéciaux du chah d'Iran. Interrogés par les journalistes américains, les deux « victimes », « Youlik » - Sadegh Ghotbzadeh et Hassan Akhbari (2) - ont confirmé qu'ils avaient quelques raisons de croire à cette histoire. L'ambassadeur Zohedi, en poste à Washington, mené par les producteurs de l'émission, a, quant à lui, démenti maladroitement cette « plateante ». Mais Richard Cottam, diplomate américain spécialiste des affaires iraniennes, a confirmé - un invitant les confidences d'un « ami sûr » - la vraisemblance du scénario.

Le hasard veut que le journaliste « Youlik » depuis près de cinq années lui et les détails de sa vie, bien plus romanesques encore que cet ultime et sinistre épisode d'ai toutes les raisons de penser que son témoignage sur authentique. Résumé de la filière d'un officier du taser, Jula Khan Pira, âgé de sept ans, se trouve en traitement à Berck-Plage lorsque débute la révolution d'Octobre. Ruiné, sa famille se réfugie en Perse, où il put le rejoindre en 1927. Naturalisé persan sous la dynastie Kadjar, il revint en France en 1936, mais n'obtint jamais la bourgeoisie d'origine promise ni même, après le changement de régime à Téhéran, le renouvellement de son passeport.

Devenu apatride, il plongea alors dans le chaos romantique et parfois délirant de la culture délinquante, des engagements anarchistes, de la prison, des roulements successifs d'une frontière à l'autre. Arrivé double à Bruxelles sous l'occupation

allemande, peintre et bohème à Montmartre, trafiquant en Italie : ni très honnête ni vraiment gangster. Une de ces vies dont on fait, après coup, de très gros romans en passant l'éponge sur tant de délits et tant d'années de prison. Un exécutant idéal en somme pour les basses œuvres d'un service secret qui, le cas échéant, pourra facilement - en « sortant » son dossier - le discréditer et l'agent - devenu trop bavard - après des années d'errance et d'apatridie, Jula Khan Pira avait obtenu, le 29 septembre 1976, du consulat impérial à Paris la restitution de son passeport et de sa nationalité iranienne. Engagé comme billettiste au Journal de Téhéran, quotidien francophone, il put croire un moment qu'il allait enfin pouvoir, à soixante-sept ans, « rentrer dans le droit chemin ».

Jusqu'à ce coup de téléphone à la rédaction le 27 février 1976, ce rendez-vous sur les boulevards extérieurs de Téhéran et cette intonation « Vous recevrez de l'argent et un billet d'avion pour une mission en France : tuer Dadeqh Si vous refusez, vous perdrez sans doute votre emploi et votre passeport ».

Vieux réflexe de « truand » ou naïveté forcée, « Youlik » accepta la « mission » - en s'imaginant pouvoir rouler ses adversaires. Toucher le prix d'un meurtre qu'on n'a pas commis et finir sa vie en Amérique latine ou en Australie. Voilà pourquoi sa promesse, depuis des mois dans Paris, un vieux monsieur qui boit. Et dont beaucoup trop de monde alimenterait d'ici qu'il est fou...

J.-C. GUILLERAUD.

(1) Constructeur d'un livre paru en 1973, « Féroce et violente », l'une des principales figures de l'opposition iranienne en France. (2) Journaliste iranien transféré au régime et vivant à Genève. Personnalité contestée au sein même de l'opposition, il avait fait l'objet d'une « mission n° 2 » confiée à « Youlik ».

L'AGGRAVATION DE LA SITUATION AU LIBAN

Les forces de droite reculent sur tous les fronts dans le Sud

L'offensive palestino-progressiste contre les forces de droite au Sud-Liban, où la guerre prend chaque jour des dimensions plus importantes, se précise de plus en plus.

Si l'on en croit les témoignages rapportés de Saïda et dont fait état l'A.P.P., il ne fait aucun doute que la « Saïka », organisation palestinienne d'obédience syrienne, est désormais pleinement engagée dans la bataille. Six camions équipés de canons « Howitzer » et transportant des hommes armés en tenue de combat ont été vus mercredi soir à Saïda, se dirigeant vers le Sud. Tous portaient l'inscription « forces de la Saïka ». Ils étaient suivis de jeeps à bord desquelles se trouvaient également des hommes en armes.

De sources conservatrices, on indique que les sept cent cinquante combattants palestiniens arrivés ces derniers jours dans le secteur frontalier ne sont pas, comme l'affirmait M. Camille Chamoun, des membres de la brigade palestinienne d'« Ain Jalout », mais des éléments de la Saïka.

De notre correspondant

Beirut. — Les combats se poursuivent, mercredi 6 avril, avec la même violence dans le sud du Liban. Les forces conservatrices, qui ont tenté à trois reprises de reprendre la localité de Taïbe, ont dû se replier en direction du triangle Kofe-Kham-Marjayoun, qui fait l'objet d'un sévère bombardement de la part des forces palestino-progressistes. Ce bombardement semble avoir pour objectif d'isoler le triangle de la région de Beït-Jabal, en vue d'une offensive sur l'importante localité de Marjayoun, tenue depuis plus de six mois par la droite.

Celle-ci a essayé, mercredi, de compenser la perte de Taïbe en s'emparant du village de Aïn-Toun, à l'est de Beït-Jabal, à 9 kilomètres de la frontière israélienne ; mais sa tentative n'a pas été couronnée de succès. Toutes les informations en provenance du Sud font d'ailleurs état, depuis plus de vingt-quatre heures d'un recul des conservateurs sur tous les fronts. Les forces palestino-progressistes continuellement augmentées par l'arrivée de renforts, disposeraient en outre, selon leurs adversaires, d'une puissance de feu considérable.

Pris au dépourvu par le changement brutal de situation dans le Sud, les dirigeants du Front libanais, réunis mercredi au domicile de l'ancien président Frangé, ont décidé de lancer un appel aux chefs d'Etat arabes, dont le teneur ne devait être révélée que ce mercredi après-midi au cours d'une conférence de presse du secrétaire général du Front, M. Rouaneh. Selon les informations recueillies de sources proches du Front, les dirigeants conservateurs envisageraient de compenser leurs revers militaires dans le Sud en durcissant leur position politique, particulièrement en ce qui concerne l'application des accords de Caire.

Le Front, qui estime que cette question doit avoir la priorité sur la solution de la crise du sud et sur la reconstitution de l'armée, avait d'ailleurs réclamé récemment l'internationalisation du problème de cette région. Mais il

Irak

Nouveau remaniement du gouvernement

De notre correspondant

Beirut. — Moins de deux semaines après l'éviction de deux ministres, MM. Ismat Moustapha et Salah Massad Al-Jassem (le Monde du 26 mars), le gouvernement irakien est à nouveau remanié. Le ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire, M. Hassan Fehmi Joumaï, est remplacé par M. Fawzi Nassir. M. Hassan Fehmi Joumaï, nommé ministre d'Etat pour les affaires kurdes, cède le ministère de la jeunesse à M. Mahmoud Waki.

Ce remaniement, moins important que le précédent - M. Ismat Moustapha était considéré, jusqu'à son départ du cabinet, comme le numéro trois du régime - aurait pour objectif, selon les milieux diplomatiques de Beyrouth, de renforcer l'emprise du parti Baas sur l'appareil d'Etat, notamment dans le domaine de l'agriculture, où la censure gouvernementale serait particulièrement ressentie.

Le ministre sortant est en effet remplacé par un dirigeant baasiste très actif, qui serait partisan d'une action radicale dans le secteur agricole. MM. Latif Al-Jassem et Mahmoud Waki seraient en outre passés de l'aile « gauche » du parti Baas qui dirige le numéro deux du régime, M. Saddam Hussein.

(Intérm.)

Les Israéliens partagent les inquiétudes du camp chrétien

De notre correspondant

Jérusalem. — Les combats qui se déroulent au Sud-Liban sont suivis avec une attention soutenue par les Israéliens, qui partagent - ils ne s'en cachent pas - les inquiétudes du camp chrétien.

Ce dernier craint en effet, devant sa mauvaise posture devant ses adversaires, qui l'ont surpris par les moyens en hommes et en matériel dont ils viennent de se doter. Ces adversaires sont désignés par la presse israélienne comme étant des Palestiniens, alors que les milieux officiels, civils et militaires, sont moins catégoriques, et n'excluent pas la possibilité que des Syriens, directement ou par Saïka Interposée, soient à l'origine du renversement de la situation dans les affrontements de ces derniers jours.

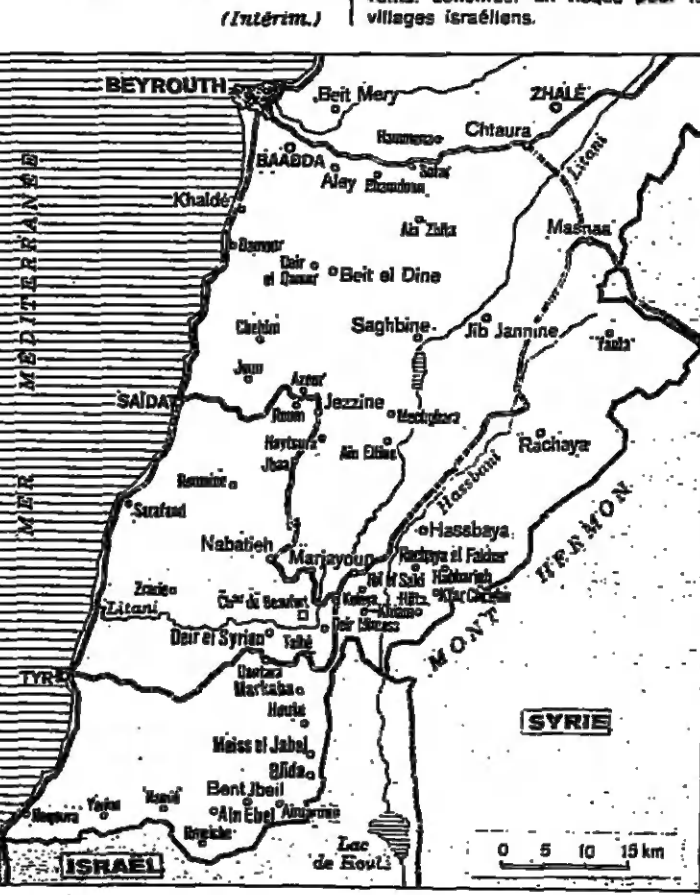
La mise en action de canons à longue portée contre les positions des forces chrétiennes a éveillé les inquiétudes israéliennes. Ces canons, dont on affirme ne pas savoir s'ils sont utilisés par des Palestiniens ou des Syriens, pourraient, demain, quels que soient leurs services, constituer un risque pour les villages israéliens.

« Pas de place pour les saboteurs »

Mais qu'advient-il si les positions chrétiennes tombent aux mains de leurs adversaires ? Cette éventualité ne paraît pas absolument écartée par les dirigeants israéliens, si ce n'est la haine de la Haaretz consacre ce jeudi à la situation au Liban est assez significatif : « Il n'y a pas de place pour les saboteurs (c'est ainsi que sont désignés les fedayin palestiniens) à proximité de notre frontière ».

C'est peut-être dans le cas où cette éventualité se concrétiserait que la guerre du Liban deviendrait la guerre d'Israël. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle, selon de nombreux journaux israéliens, les Etats-Unis auraient demandé à Jérusalem de ne pas perdre son sang-froid. Une démarche identique aurait été entreprise auprès du gouvernement de Damas.

ANDRÉ SCAMAMA.



A travers le monde

Allemagne fédérale

LE PROFESSEUR KARL SCHILLER, ancien ministre souss-allemand de l'économie et des finances, âgé de soixante-six ans, est entré dans le courant du mois d'avril au service du gouvernement saoudien en qualité de conseiller économique et financier. (Reuter.)

Argentine

QUATRE PERSONNALITES ONT ETE ENLEVÉES à la fin de la semaine dernière à Buenos-Aires, à un an, ce 6 avril la Ligue argentine des droits de l'homme. Il s'agit de trois membres de cette organisation, MM. Eduardo Duchatzky, Eduardo Julio Anzorena et Roberto Antonio, et d'un représentant du Conseil de la paix, M. Jorge Alberto Kreyen.

D'autre part, le corps de M. Hector Ferrelles, ancien prêtre, devenu journaliste, qui avait été enlevé le 5 avril, a été retrouvé dans un terrain vague de la capitale. Enfin, la police a annoncé que six gendarmes ont été tués le 6 avril dans la région de La Plata. (A.P.P., U.P.I.)

Colombie

UN INDUSTRIEL a été enlevé le 4 avril à Bogotá. M. Eduardo Elio est la dernière personnalité colombienne séquestrée ces dernières semaines. Cinq étrangers, dont un banquier italien et trois membres d'affaires américaines, ont également été victimes de cette vague d'enlèvements. Le gouvernement est persuadé qu'il s'agit d'une nouvelle forme de guérilla urbaine (A.P.P., Reuter.)

Comores

LE PRESIDENT ALI SOLIH des Comores a gracié toutes les personnes condamnées pour crimes et délits divers avant

Corée du Nord

UN « PROGRAMME GENERAL DE MOBILISATION » a été adopté, mercredi 6 avril, par le comité central du P.C. nord-coréen, afin de pallier les effets de la sécheresse, qui a suivi une longue période d'un froid exceptionnel. Indiquant l'émission de la radio de Pyongyang, captée jeudi à Tokyo.

Gabon

M. ROBERT GALLEY, ministre de la coopération, quitte Paris le jeudi 7 avril pour le Gabon, où il séjournera jusqu'au 12 en visite officielle.

Grande-Bretagne

LORD GORONWY-ROBERTS, secrétaire d'Etat au Foreign Office, fera des visites officielles en Pologne et en République démocratique allemande du 11 au 15 avril prochains.

Union soviétique

A L'ISSUE D'UN NOUVEL ENTRETIEN avec M. Alexei Kossyguine, M. Hadi Nour, premier ministre tunisien, U.R.S.S. et la Tunisie ont signé, mercredi 6 avril, Moscou, un accord commercial, un protocole sur l'établissement d'une représentation commerciale de l'U.R.S.S. en Tunisie, une convention consulaire et un protocole pour la coopération culturelle et scientifique en 1977-1978. Avant de quitter l'Union soviétique, M. Nour va visiter Tachkent, Samarcande, Volgograd et Leningrad.

L'EUROPE TRUQUEE.

UN AVERTISSEMENT A LA GAUCHE FRANÇAISE.

CLAUDE BOURDET

مكتبة من الأصل

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

N SUSPENS

entre modeste sur la brigade d'infanterie, et c'est à la préparation de la conférence du mois d'avril sur l'industrie et le modèle offert par la situation pétrolière de l'Algérie. La campagne est connue à la fois de ce qui est bon pour l'industrie et de ce qui est bon pour la



(Bout. de FLANDR.)

On ne peut pas tout à fait dire que le monde a été bouleversé par la révolution érythréenne. Mais il est certain que la révolution érythréenne a été un événement majeur de l'histoire africaine de ces dernières années. Elle a ouvert de nouvelles perspectives pour le continent africain et a montré que les peuples africains sont capables de se libérer eux-mêmes.

Pas de « vingtième congrès »

Le 20 avril, le 20^e congrès du P.C. n'a pas eu lieu. C'est une déception pour certains, mais il faut comprendre que le P.C. a décidé de ne pas tenir ce congrès à cette date. Cela est dû à des raisons politiques et stratégiques. Le P.C. veut montrer qu'il est capable de prendre des décisions importantes sans être lié par des formalités bureaucratiques.

Espagne

Le ministre de l'Intérieur, Fraga Irujo, a déclaré que la situation en Espagne est stable. Il a souligné que le régime démocratique est bien établi et que les forces armées sont loyales. Cependant, il a également mentionné que des tensions existent encore dans certaines régions.

Le ministre de l'Intérieur, Fraga Irujo, a déclaré que la situation en Espagne est stable. Il a souligné que le régime démocratique est bien établi et que les forces armées sont loyales. Cependant, il a également mentionné que des tensions existent encore dans certaines régions.

Tchad

Neuf auteurs de la mutinerie du 1^{er} avril ont été exécutés

N'Djamena (A.F.P.). — Les neuf principaux auteurs de la mutinerie lancée le 1^{er} avril contre le régime du C.S.M. ont été exécutés, mercredi matin 6 avril, à N'Djamena, au terme d'une enquête de cinq jours.

On a communiqué que le C.S.M. publie le même jour précis que leur responsabilité dans l'attentat a été établie d'une manière irréfutable.

Ces neuf personnes, un sous-lieutenant, un aspirant, deux adjudants, un sergent, un caporal, deux soldats de première classe et un « hors-la-loi », ont été décapités, dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril, une attaque contre le C.S.M. visant à éliminer physiquement le chef de l'Etat, le général Félix Malloum.

Au terme de cinq heures de violents combats qui ont opposé les mutins aux forces de l'ordre, douze blessés avaient été officiellement dénombrés, dont l'un, le lieutenant-colonel Ali Dabio, a succombé peu après. (Le Monde du 2 avril).

Le principal instigateur de l'opération, le sous-lieutenant Ibrahim Abakar Koumba, venait de suivre un stage dans une école de pilotage du nord de la France

Ethiopie

Le ton monte à nouveau entre Addis-Abeba et Khartoum

Les relations, très tendues depuis plusieurs mois, entre l'Ethiopie et le Soudan se sont encore envenimées ces derniers jours. A Khartoum, le président Néméri a dénoncé, le 6 avril, la présence de « troupes étrangères » en Ethiopie, introduites « pour massacrer le peuple éthiopien qui réclame la liberté et le progrès et le peuple érythréen qui aspire à l'indépendance ».

Le président soudanais n'a pas précisé la nationalité de ces « troupes étrangères », mais s'en est pris à « certains pays d'Afrique » et notamment à la Libye et les grandes puissances qui la soutiennent.

En mettant tout en œuvre « pour permettre au régime éthiopien de prendre des forces et d'attaquer le peuple soudanais ».

A Addis-Abeba, dans un discours prononcé le 6 avril à l'occasion du trente-sixième anniversaire de la victoire sur les troupes de Mussolini en 1941, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat, s'en est pris violemment, quant à lui, aux dirigeants arabes réactionnaires, et notamment au président Gaafar El Néméri du Soudan, qu'il a accusé de soutenir et d'armer le Parti éthiopien révo-

Correspondance

Une mise au point du Front populaire de libération de l'Erythrée

A la suite de la publication d'informations faussant l'état d'une prochaine réunion des dirigeants des trois fronts de libération érythréens (le Monde du 6 avril), nous recevons une lettre de M. Naji Kundi, représentant en France du Front populaire de libération de l'Erythrée. Affirmant notamment :

« 1) Il n'existe pas, en Erythrée, trois mouvements mais seulement deux : le Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) et le Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.). Quant au prétendu « troisième front », constitué par Oumane Sabbeh Saleh après sa rupture avec les Forces populaires de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) au printemps dernier, qu'il est plus connu à l'étranger qu'il n'est présent sur le terrain.

« 2) Le F.P.L.E. ne reconnaît jamais cette « troisième force », créée pour les circonstances, afin de s'imposer au combat libérateur de notre peuple comme une de ses composantes. Par contre, il ne l'oppose pas à ce que cette « force » fasse avec le F.P.L.E. pas ses efforts pour réaliser son objectif primordial et immédiat : le Front uni avec le F.P.L.E. seule voie, selon nous, susceptible d'aboutir à une fusion organique ultérieure des deux fronts ».

République populaire du Congo

LE COLONEL YHOMBI-OPANGO APPELLE L'ARMÉE A « RESPECTER L'AUTORITÉ »

(De notre envoyé spécial.)

Brazzaville. — Le colonel Joseph Yhombi-Opango, nouveau chef de l'Etat congolais, a proclamé, mercredi 6 avril, l'avènement d'une « ère de discipline ». Aussitôt après avoir prêté serment et s'être engagé à défendre les idéaux révolutionnaires « conformes aux principes du marxisme-léninisme », il a prononcé dans la salle des congrès de l'hôtel de ville de Brazzaville un bref et vif discours aux chefs des chaînes de l'ordre, de la signature, de l'efficacité et de l'obéissance. Soulignant que « le problème fondamental est celui de l'ordre » et qu'il convient d'agir extrêmement vite, il a appelé l'armée à « respecter l'autorité » et à faire preuve d'un dévouement sans faille.

Mettant l'accent sur la nécessité de gagner la « bataille de la production », le colonel Yhombi-Opango a annoncé le renforcement et le développement du secteur d'Etat, ainsi qu'une rationalisation des méthodes de travail et insiste sur le maintien de l'agriculture comme « priorité des priorités ».

Représentant une idée chère au président Nguabi, il a mis en garde les « parasites », qui seront considérés comme saboteurs économiques et sanctionnés comme tels, car « la question est : comment faire travailler l'homme du Congo ? ».

Enfin, le chef de l'Etat refuse toute « déviation gauchiste » et relève que les erreurs dont souffre le système congolais (divorce entre la théorie et la pratique, incompétence des cadres, manque de compétence, inefficacité des entreprises d'Etat, etc.), répertoriées dans la déclaration anticorruptive du 12 décembre 1975, demeurent actuelles. L'armée saura-t-elle les corriger ?

Rhodésie

LES AUTORITÉS REGROUPENT DIX-SEPT MILLE AFRICAINS DANS DES « VILLAGES FORTIFIES »

Salisbury (U.P.I., A.F.P.). — Pour lutter contre la rébellion, les autorités rhodésiennes ont décidé de regrouper dans des « villages fortifiés » plus de dix-sept mille Noirs de la vallée de l'Oranger, près de la frontière du Mozambique.

Sept « villages fortifiés » de deux mille cinq cents habitants chacun vont être établis. La formule sera ensuite généralisée de façon à regrouper deux cent cinquante mille Noirs.

L'un des dirigeants nationalistes africains, l'évêque Abel Muzorewa, a dénoncé ces villages comme des « camps de concentration » et a accusé les responsables du maintien de l'ordre rhodésien de « beaucoup de gens y tiennent volontairement parce qu'ils sont les seuls à être continuellement protégés par les terroristes ».

Néanmoins, les autorités reconnaissent qu'il y a « certaines réticences » et qu'il faut « persuader les rhodésiens ».

D'autre part, un porte-parole officiel a annoncé mercredi 6 avril, à Salisbury, que le nombre des guérilleros nationalistes rhodésiens au total est de deux mille cinq cents. Il a précisé que depuis le déclenchement de la guerre, en décembre 1972, deux mille trois cent trente-trois guérilleros au total ont été tués sur le territoire rhodésien. Pendant la même période, trois cent un membres des forces de sécurité rhodésiennes ont trouvé la mort, dont soixante-neuf depuis le début de l'année.

« La cour d'appel de Salisbury a réduit, mercredi 6 avril, de cinq à trois ans de prison, dont deux avec sursis, la peine dont un prétre catholique d'origine suisse, le Père Paul Egel, avait été frappé en janvier à Bulawayo pour ne pas avoir signalé la présence de maquisards dans sa mission de Beersburg, près de Fort Victoria, au sud de la Rhodésie. (Reuters.)

Algérie

M. SÉGUIY CRITIQUE LA POLITIQUE DE PARIS

M. Georges Séguéy a tenu, mercredi 6 avril, une conférence de presse en compagnie des membres de la délégation de la C.G.T. qui a séjourné en Algérie du 15 au 17, mais dernier. (Le Monde du 18 mars.) Il a lu une déclaration dans laquelle la C.G.T. dénonce la « recrudescence du racisme » en France, qui « est essentiellement dirigée contre les travailleurs algériens ».

Le texte ajoute : « qu'il est difficile de ne pas rapprocher ce fait de l'attitude négative qu'observent depuis plusieurs mois les milieux dirigeants français à l'égard de l'Algérie ».

M. Séguéy a fait distribuer une note affirmant que les relations de la France avec l'Algérie « ne sont pas ce qu'elles pourraient et devraient être ».

SI VOUS MESUREZ 1,80 M OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ÊTES FORT

JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES

PRET-A-PORTER

Collection Printemps 77

Costumes légers, Vestes, blazers, ensemble jeans, saharis, vêtements de pluie.

Exclusivité

MAC DOUGLAS.

Pantalons légers, chemises, pulls sport et ville, 4 longueurs de manches.

Livres immédiatement.

40, Av. de la République

Métro Parmentier

Parking gratuit

Tél. 355.66.00

Des entrepôts, des ateliers, des locaux commerciaux, au choix.

(Immédiatement disponibles)

Voici le premier immeuble que nous avons conçu pour vos besoins. Il est situé à Paris même, dans le 13^e arrondissement, à quelques minutes du boulevard périphérique et des gares S.N.C.F. C'est le centre d'activités Paris-Tolbiac.

8.000 m² sur 7 étages, divisibles en lots à partir de 100 m².

A chaque étage, plusieurs lignes de téléphone préinstallées.

3 monte-charge desservant directement le quai de déchargement.

Parkings en sous-sol avec ascenseurs.

Centre d'activités Paris-Tolbiac - 65-71, rue Albert - Paris 13^e.

Métro : Tolbiac et Porte d'Ivry - Tél. 583.95.73. Visite sur place de 14 h à 18 h et sur rendez-vous.

FONCIÈRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

144, rue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. 359.68.96

EMPRUNT NATIONAL 1977

pour les moyennes et petites entreprises & l'artisanat

10,95%

Taux Actuel Brut

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTES SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE NANTERRE le MERCREDI 20 AVRIL 1977, à 14 heures EN 16 LOTS

5 APPARTEMENTS, 2 STUDIOS, 7 PARKINGS, 2 CAVES

dépendant de l'immeuble

SIS A CLICHY (92), 66, RUE DE PARIS

MISE A PRIX TOTALE : 398.500 FRANCS

S'adresser à M^{rs} RIBADEAU-DUMAS, avocat, 17, avenue de Lamballe, A PARIS (16^e), et à tous avocats près les tribunaux de NANTERRE, PARIS, BOBIGNY et CRESTEL.

Vente au Palais de Justice de Paris, lundi 25 avril 1977, à 14 heures

PAVILLON avec TERRAIN - LIBRE LOCATION

Superficie totale 1.857 m², comprenant : 3 pièces, cuis., s. d'eau non équipée, et 28, chemin du Bel-Air.

NOISY-LE-GRAND (93)

M. à P. : 150.000 F - S'adr. M^{rs} GRY, 12, avenue Montaigne, 75008 Paris (8^e), Bureau 218 ; Tél. : 256-91-40, poste 815 ; sur place pour visiter, le 18 avril 1977, de 15 à 18 h.

Vente au Palais de Justice de Paris, jeudi 28 avril 1977, à 14 heures

BOUTIQUE

TOUR MAINE-MONTPARNASSE

CENTRE COMMERCIAL

Rue de Champeaux Haut - Parcelle n° 39

33 à 39, avenue du Maine - 2 à 36, rue du Départ

66, boulevard du Montparnasse et 1 à 25, rue de l'Arcade

MISE A PRIX : 165.000 FRANCS

S'adresser à M^{rs} Bernard de SABIAC, avocat, 70, avenue Marceau, PARIS ; M^{rs} DANET (S.C.P. BUCHER, COPPER ROYER, MOREAU, DANET, NECTOUX), avocats à Paris, 51, rue Ampère ; M^{rs} DOURDIN, avocat, 18, rue Bérault-Lafayette, PARIS ; M^{rs} FREBART, syndic, 55, rue de Rivoli, PARIS.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le JEUDI 21 AVRIL 1977, à 14 h.

APPARTEMENT à ANTONY (Hauts-de-Seine)

13, Villa Henriette

GARAGE - PARKING et CAVES

MISE A PRIX : 150.000 FRANCS

S'adresser à M^{rs} Bernard de SABIAC, avocat, 70, avenue Marceau, PARIS ; M^{rs} FREBART, syndic, 55, rue de Rivoli, PARIS ; M^{rs} BRISSE, FARRANDO et FOUSTIS, notaires à ANTONY, 44, avenue du Bois-de-Verrières.

SERVICE DES DOMAINES

Adjudication le 4 mai 1977, à 15 heures, à COURBEVOIE, 7, av. A.-Briand

ANCIEN IMMEUBLE INDUSTRIEL

LIBRE

à Courbevoie

297, boulevard Saint-Denis

proximité métro et gare :

TERRAIN 1.374 m² avec trois bâtiments (604 m² surface au sol)

Mise à prix : 1.100.000 francs

RENSEIGNEMENTS :

Direction des Services Fiscaux des Hauts-de-Seine, 167, avenue Joliot-Curie - NANTERRE (Tél. : 781-41-41, postes 53-55 et 53-76).

Vente d'ouvr. de sal. en Vte volent. Pal. Just. Paris, lundi 18 avril 1977, 14 h.

dans Tour Maine-Montparnasse Centre Commercial Parvis Sud

LOCAL A USAGE COMMERCIAL - SURFACE : 1.279 m²

s/2 NIVEAUX

constr. par les lots 5180 et 5187 de la coprop. et actuellement loué commercialement, à un CLUB de SQUASH.

MISE A PRIX 3.000.000 F.

S'adr. M^{rs} DANET, (S.C.P.A. DANET - BUCHER - MOREAU - NECTOUX - COPPER ROYER, avoc. à Paris (17^e), 51, rue Ampère), Tél. : 532-33-78 et 534-23-31 ; M^{rs} P. BAILLY, avocat à Paris (16^e), 18, r. Duphot ; Greffe Crises du Trib. de Grande Instance de Paris, et sur lieux pour visiter

LEURS MOBILIÈRES

Abrogation de la loi

Il y a un an, et il n'y a pas seulement des réformes projetées, mais sur l'une de celles-ci, la loi sur la dérogation de la loi...

milieux politiques

(R.I.) : un délai le.

nd l'act, président de non des finances de nationale, député R.I. l'act, président de non des finances de nationale, député R.I. l'act, président de non des finances de nationale, député R.I.

M. FRELAUT (P.C.) : du travail parlementaire.

Après avoir été son bureau et la commission départementale lors de la session du 28 mars (le Monde), le Conseil de Paris, réuni en conseil général, a désigné, le mercredi 6 avril, les trente représentants du département au conseil régional d'Ile-de-France. Ils appartiennent tous à la majorité. Les élus parisiens de la gauche seront absents de cette assemblée. En effet, pour que la gauche soit représentée, il aurait été nécessaire d'être les représentants de Paris à la représentation proportionnelle, comme l'ont fait M. Maillat (R.C.) et Sarrat (P.S.), onze sièges seraient alors revenus aux élus communistes, socialistes et radicaux de gauche. Bien que la représentation proportionnelle soit appliquée par les collèges des maires des sept départements de la région, la proposition de la gauche n'a pas été retenue par la majorité.

Avant d'entamer l'ordre du jour, le maire de Paris, président du conseil général, a répondu aux observations de M. Lionel Jospin, qui protestait au nom du groupe socialiste contre des conditions de réunion des assemblées parisiennes, décidées selon lui « au dernier moment », et contre l'insuffisance des moyens matériels dont disposent les conseillers de l'opposition.

M. Chirac veut éviter que le Conseil de Paris ne soit un petit Parlement

Les conseillers de Paris ne pourront plus poser de questions écrites au préalable du département : l'amendement de M. Voquet (P.C.), tendant à rétablir cette pratique, a, en effet, été repoussé, mercredi 6 avril, par l'Assemblée de la capitale. Les débats qui ont précédé l'adoption du nouveau règlement du Conseil de Paris, siégeant en conseil général, ont d'ailleurs été assez vifs. Le mode de désignation des élus parisiens au conseil régional ayant été une fois de plus contesté par la gauche (qui réclamait l'usage de la proportionnelle), M. Chirac a lancé : « Cette histoire de représentation proportionnelle commence à m'échauffer les oreilles. »

La tradition du conseil général de la Seine, maintenant par l'ancien Conseil de Paris, prévoyait trois procédures d'interpellation de l'administration préfectorale : les questions orales avec débat, les questions d'urgence et les questions écrites. C'est en considérant la place jugée excessive occupée par les deux premières formules dans les débats de l'ancienne assemblée, et au nom de l'efficacité, que le maire a obtenu qu'elles soient supprimées dans le nouveau règlement. La disparition des questions écrites a été publiée au Bulletin municipal officiel, a suscité les plus vives critiques de l'opposition et des réserves chez certains élus de la majorité. Seule compensation (accordée à la gauche), l'institution d'une procédure des questions orales sans débat.

Tout se passe comme si le maire de Paris s'attachait à supprimer celles des procédures qui tendraient à rapprocher le fonctionnement de l'Assemblée parisienne de celui d'un Parlement.

La suppression des questions écrites prive le public d'une source d'information importante. L'opposition ne manque pas de le souligner. Elle se plaint aussi d'approcher cette décision de l'interdiction faite aux élus de gauche d'utiliser les salles des maires d'arrondissement et du refus de la représentation proportionnelle comme mode de désignation des élus aux différentes instances départementales. Ce qui fait dire à M. Voquet : « M. Chirac veut surtout se concentrer avec lui-même. »

M. Bouloche (P.S.) : bien à la corbeille que fait la politique.

M. Bouloche (P.S.) : bien à la corbeille que fait la politique.

M. Bouloche (P.S.) : bien à la corbeille que fait la politique.

M. Bouloche (P.S.) : bien à la corbeille que fait la politique.

M. Bouloche (P.S.) : bien à la corbeille que fait la politique.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 6 avril 1977, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

TAXE PROFESSIONNELLE.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle. En attendant une réforme plus profonde des finances locales, qui fait l'objet d'études après le dépôt du rapport de la commission présidée par M. Guichard, ce projet de loi tend à éviter que le remplacement de la patente par la taxe professionnelle ne se traduise, dans certains cas, par des augmentations de charge trop importantes.

LA COUR D'APPEL DE VERSAILLES.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret portant suppression et création d'emplois au ministère de la Justice. Il est créé vingt emplois de conseiller et sept emplois de substitut général pour constituer la nouvelle cour d'appel de Versailles. Les fonctions de conseiller et de substitut général à la cour d'appel de Versailles seront classées au même niveau que celles de conseiller et de substitut général à la cour d'appel de Paris.

LES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES.

Un décret majorant les rémunérations des fonctionnaires civils et militaires de l'État a été adopté le 1er avril 1977 et est entré en vigueur le 1er mai 1977. Bien que la convention salariale pour l'année 1977 ne soit pas encore conclue, il est apparu nécessaire de majorer les traitements de 1,5 %, compte tenu de la hausse des prix intervenue depuis le début de l'année.

L'ÉVOLUTION DE LA BOURSE.

Le premier ministre a fait une communication sur la situation de la Bourse. Il a rappelé que le gouvernement avait manifesté en septembre 1976 son souci de promouvoir un marché financier actif et dynamique en faisant voter par le Parlement lors de la dernière session l'extension de l'avoir fiscal aux cotisations de retraite et de prévoyance, l'octroi aux petits et moyens contribuables d'un abattement de 200 F sur les revenus d'actions françaises, la possibilité pour les sociétés cotées en Bourse de déduire de leurs bénéfices imposables les dividendes alloués aux actions émises à l'occasion d'augmentations de capital. De plus, les mesures récemment prises en faveur des investissements des entreprises doivent contribuer à une meilleure tenue des cours de la Bourse.

PRIX AGRICOLES.

Le ministre de l'Agriculture a rendu compte de la session du conseil des ministres.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi aménageant la taxe professionnelle.

Libres opinions

Le prince des nuées

par PIERRE BOUTANG (*)

A U début du siècle, l'inutile Casandre interpellait non Dées sur la Bête dont, proprement, meurt ce pays : « Bête de l'attitude Dreyfus, bête des inventaires ou des fiches, et celle de « l'encerclement du globe » ou de la colonisation sans âme ni principe ; enfin, bête majeure d'un libéralisme fondé réellement sur l'usage, rongé par le vieux honneur, sans bâtir la maison du pain... Qu'il en a fallu de héros, mais aussi d'enfants nés coiffés, pour contrepasser, sans l'abolir, tout cela !

A notre heure très sévère, faut-il dire bête, ou, plus civilement, défaillance mortelle de la partie logique ou hégémonique dans l'esprit du temps ? Que si la nuée la plus dénuée de logique est la mode, et que, en outre, le prince des nuées, le prince des nuées, le prince des nuées, se soit voulu prince et ait de la mode (en la prononçant changement), il devient clair qu'un accident du caractère et des mœurs, plus sûrement que le grain de sable de Cromwell, est en passe d'annuler l'œuvre gaullienne principale, son essai de fondation d'un État. J'en veux pour témoignage les seuls propos de M. Giscard d'Estaing le 28 mars.

Déjà Démocratie française nous avait savamment appris, ainsi qu'à Gavroche, Trélin, Julie et Mithu, que la vie politique du pays ne devait pas s'assimiler « au combat des Gorgones et des Méduses ». On avait souri que le chef de l'État, et non le passager du dauphin de la table, ignorât que Méduse n'est ni une Gorgone, et prit le Pirée pour son ami... Sans Gorgone ni Méduse, il est revenu, l'autre lundi, sur ce thème : « Certains conçoivent la majorité et l'opposition comme deux armées en campagne, dont l'une doit écraser l'autre. Je refuse cette attitude. Non, la majorité et l'opposition ne sont pas deux armées au combat en France, mais deux choix offerts à la France. » Là-dessus, au plutôt deux minutes après, l'orateur évoque le prurit du changement, qui lui aurait permis de l'emporter sur François Mitterrand en 1974. Plus encore, il dénonce l'un des deux choix comme « une faiblesse et un piège » auxquels il veut arracher le pays. Ainsi y'a-t-il deux choix, objectifs, noblement ou libéralement inertes : l'un est dit tantôt dangereux et fait par des Français « comme les autres », seulement coupables d'ignorer ; et tantôt fatal, mortel comme un piège, dont le bon berger va délivrer sa bétailerie.

Tout ce pastoralisme peut amuser, de dos, M. Lacan. Les messieurs de Port-Royal, eux, auraient renvoyé le récitant aux régimes élémentaires de la logique et de l'honnête discussion.

L'évidence qu'éclaire le prince des nuées est celle-ci : deux armées sont bel et bien aux prises, avec l'intention qui est celle des démocraties majoritaires : « écraser l'autre » ; non seulement parce qu'il s'agit d'un choix de société — ce qui déjà peut être grave ou terrible — mais parce qu'un choix d'État, avec porte ou prise de pouvoir, est imposé aux Français par l'injuste conjonction, et surtout par la faiblesse et l'incohérence de celui qui a pour fonction de le leur épargner, et même de le leur interdire. Celui-là, au lieu de s'indigner de la coloration politique prise par des élections municipales, pouvait et devait prendre garde au caractère révolutionnaire, subversif de l'État, que sa propre gestion et ses impudiques avances aux politiciens de la gauche ont fait égarer dans cette élection détournée de son objet naturel. De plus, le chef d'œuvre de Démocratie française : faire abstraction, en cent quatre-vingt pages triviales, de l'existence d'un parti communiste, de son passé proche et de son futur prochain, cette analyse d'autruche a été renouvelée le 28 mars. On dirait que l'espérance obsessionnelle de détacher les politiciens socialistes de leurs partenaires s'est transposée, chez M. Giscard d'Estaing, dans une sorte de confiance, sans doute fasciné, en Mitterrand totalement vainqueur, mais capable, après une bataille sans cesse déformée (ou pas de bataille du tout, de se reprendre et de renouer avec une troisième force honnêtement social-démocrate.

Cette réverie sera brisée, ou elle nous brisera, nous conduira à l'aventure de la V. République. Le chef de l'État n'a pas lu Paris, qui n'est pas à la mode de la dernière saison ; le lisant, il découvrirait que sa conduite politique personnelle se trouve exactement décrite par l'instinct des combinaisons des politiciens libéraux. Sa combinaison principale, connue de tous, tient aux 5 % d'électeurs urbains, à la mode, frustrés, pourvus de perversions modernes, donc à sensibilité de centre gauche ; qui ferait l'appel. La gros de la troupe, ou plutôt des « massueuses-dames choisisseuses », ceux qui persistent, demeurent, n'ont pas envie de changer d'État : les demeurent enfin, suivaient. C'est faux. Les premiers ne se prennent plus à la mode de M. Giscard, pas plus que les Québécois dans le vent à celle de M. Trudeau. Et le gros de la troupe est à assez. Il veut le vrai changement, le seul où cesserait la division des Français réfractaires à l'aventure, sociaux d'autorité légitime : que M. Giscard s'en aille paisiblement, qu'il tombe — nous ne disons pas avec les communistes dans les poubelles de l'histoire, mais dans ses oubliettes ! Ou bien qu'il laisse se battre, ne désarme pas, ceux qui, sans paroles vaines sur la fatalité (O Charles Bovary !), ont le sens, et parfois l'angoisse, du destin.

(*) Professeur à la Sorbonne.

M. Gérard Pince, ancien membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche et fondateur de la Convention de la gauche républicaine (qui regroupe des radicaux et des centristes), a annoncé mardi 8 avril sa décision de rejoindre le Mouvement des sociaux libéraux, dont le secrétaire général est M. Olivier Stirn.

RECTIFICATIF. — M. Pierre Léval, appelé à remplacer comme député de la deuxième circonscription de la Haute-Saône M. Jean-Jacques Beucher, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, n'est plus maître de Météo comme indiqué par erreur dans le Monde daté 3-4 avril, mais simple conseiller, sa liste ayant été battue par celle de Mme Daviot (rad. g.) lors des dernières élections municipales.

(PUBLCITE)

L'ITALIE A ORLY-OUEST

LE GROUPEMENT D'ENTREPRISES FRULGIOLIA

expose jusqu'au 11 avril sur ses stands
Tél. : 687-12-34 (poste 5603) (2^e étage)

face au restaurant Mercure, de 9 heures à 21 heures,

les productions suivantes :

- Mobilier par éléments (cuisines, chambres et chambres d'enfants) en noyer d'Italie, frêne ou matériaux contemporains.
- Papiers pour emplois domestiques ou industriels.
- Ligne complète de cosmétiques.
- Prêt-à-porter, costumes de bains, etc.
- Outillage d'usine, machines pour la purification.
- Encadrements modernes.
- Cartons feutres bitumés pour le bâtiment.
- Soutien-poteaux en « VETRORESINA » (R).

Via S. NICOLÒ 7 - TRIESTE - ITALIE
Tél. : 40-68170 - Telex : 46186

L'ESTHÉTISME ET LE VOL

Les ententes pétrolières à Marseille

UNE INCULPATION
SERA PRONONCÉE
CONTRE LE DIRIGEANT
D'UNE SOCIÉTÉ DE RAFFINAGE

Avec l'inculpation possible d'un raffineur, en la personne de M. Granier de Lilliac, cette affaire prend une nouvelle ampleur puisque toute la profession pétrolière semble touchée. Jusqu'à présent, seuls les dirigeants du secteur de la distribution avaient été accusés d'embette illéite.

Pas de débats aux Allocations familiales

La seizième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean Schlexer, a condamné mercredi 8 avril, M. André Réau, membre de la fédération de Paris du parti communiste français, défendu par M^{re} Jules Borker, à 1 000 F d'amende pour s'être introduit et maintenu, le 6 mai 1976, entre 12 heures et 13 heures, dans le « hall de

L'audition du docteur Azerad a pris fin après quarante-huit heures de garde à vue

Ces faits avaient été révélés au docteur Azaïs par un ami appartenant à « milieu », Gustave Frelin, qui avait bénéficié, en 1970, d'une grande médaille justifiée sans doute — et pour laquelle l'argent avait également été versé (100 000 francs) « entre les mains de la famille », qu'il avait pu convaincre d'obtenir un certificat de complaisance. Gustave Frelin a, depuis, été tué au mois de décembre 1975 par deux hommes

Trafic d'influence

En raison de l'importance de ce récit, M. Nicot en informe M. Georges Beljean, alors directeur général de la Mutualité française. Ce dernier interroge, le 20 décembre 1973, le docteur Azaard. L'entretien est orageux. Le médecin se défend d'être un homme des fonds versés, le docteur Azaard donne le nom d'un avocat célèbre, et cela à propos de la lettre adressée au ministre de la Santé. Le même jour, M. Georges Beljean rédige un arrêté de suspension provisoire du docteur Azaard cardiologue. Ce dernier ayant refusé de signer le procès-verbal de son interrogatoire, le ministre décide de suspendre le docteur et l'arrêté ne sera jamais exécuté.

Mais une enquête est ordonnée et tous les décrets hospitaliers sont remis en cause. On décide de s'affranchir même des hôpitaux de Fresnes, où le régime carcéral est si strict, pour faire appel à une contre-expertise. (Cet affranchissement doit d'ailleurs être fermes afin d'en faire un centre pénitentiaire).

Le procureur général n'est pas connu le lendemain 26 décembre courant. Ce soir-là, il y a encore beaucoup de longues lettres à l'hôpital, mais déjà la connaissance s'est faite la connaissance. Azaard, bien qu'il ait été suspendu, continue à exercer sa liberté. Elle devient plus, il bénéficie en haut lieu d'une certaine protection, sa propriété lui ouvre toutes les portes. Les « gars » qui ne sont pas faciles à convaincre, ont dû accepter l'effet franchir p. Actuellement, dans le département de la Seine, le 11 juillet 1974, encore cette fois-ci le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, le 11 novembre 1976, quelques jours après avoir été acquitté.

Le procureur général se présente devant le tribunal de Paris à propos de la demande de réhabilitation des deux docteurs, mais pour sa probabilité

était-il ? au cours de ces 70 ans, il aurait pu y avoir certainement des découvertes. Mais, cependant pas. Ce qui était en danger, ce n'était pas la liberté internationale. Même Guérini, qui en vain se misait en avant pour s'être opposé à l'opération, n'y était pour rien. Il y avait tout simplement, qu'il pouvait tirer à l'armes.

(1) M. Maurice Molécate, chef aux "Toups" et du R. I. A. 1944, a été nommé à la direction nationale individuelle des renseignements, président de la R. I. A. 1944, et directeur public à caractère administratif.

faire met en
cellerie. Une

qui effectu
aucune —

[illegible]

« Je ne me souviens pas de quel-
qu'un de ces amis de la rue
semaine. Il me semblait
qu'il avait des vices, mais
il n'était pas tout particu-
lièrement mauvais. Il avait
demandé la liberté pour
le docteur Folty.

en déclarant
être soigné

mort.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● M^r Gérard Beaumier, avocat
au barreau de Paris, nous
demande de préciser qu'il n'a
rien à voir avec M^r Alain Beaumier,
avocat stagiaire, défenseur
de MM. Pierre de Varga et Patrick
Allenet de Beilmont.

SOCIÉTÉ

M. Paquet regrette l'absence d'un « médiateur militaire »

Interrogé sur l'initiative récente
présentée à M. Jacques Chirac, maire
de Paris, de créer un médiateur
pour les affaires municipales pa-
risiennes (*le Monde* du 6 avril).

De son côté, M. Chirac a affirmé, à la tribune du Conseil de Paris : « Le maître délégué certaines de ses attributions à ses adjoints. J'ai en effet chargé l'un d'entre eux de tout ce qui concerne mes contacts avec les administrés. L'adjoint au maître choisi pour cette tâche devra donc recevoir les observations, plaintes et revendications des administrés, et, s'il les juge fondées, les transmettre au maître. »

FAITS DIVERS

● **Suicide d'un détenu.** — M. El Abedaine Drissine, âgé de vingt-quatre ans, manoeuvre d'origine tunisienne, écroué depuis le 31 mars à la maison d'arrêt d'Arzas pour le meurtre de sa fille âgée de deux ans, le 5 janvier dernier, s'est pendu dans sa cellule au cours de la nuit du dimanche 3 au lundi 4 avril.

● Cinq mineurs ont été tués et sept autres grièvement blessés mercredi 6 avril au cours d'une explosion dans une galerie souterraine de la mine d'or d'Erpm, à Boksburg, près de Johannesburg. — (A.F.P.)

SPORTS

FOOTBALL

Liverpool assure sa qualification pour la finale européenne

La Coupe d'Europe des clubs champions avait fait peau neuve mercredi 6 avril pour ses demi-finales. Fait sans précédent, aucun des quatre clubs qualifiés n'avait en effet réussi à accéder à ce niveau de l'épreuve ces dix dernières années, même si Liverpool, Dynamo Kiev et Borussia Mönchengladbach s'étaient déjà distingués dans les deux autres années précédentes.

Après les matches « aller », ces trois équipes conservent toutes leurs chances de disputer la finale le 13 mai, à Rome. Devant cent mille spectateurs et après une intense domination (vingt corners contre zéro), les Soviétiques ont marqué un but par Chichenko, face à Mosenchongiadbach. Cet avantage paralakien a permis à la défense ukrainienne n'avait déjà apporté la preuve de son efficacité en encaissant un seul but, contre le Bayern Munich, lors de ses sept derniers rencontres de Coupe d'Europe. Le douzième qualifié pour la finale semble déjà connu. Un seul international est qualifié pour la finale.

L'aventure européenne du Football club de Zurich prendra donc (48^e minute) et par Neal (66^e minute sur penalty).

traiementablement fin le 20 avril prochain à Liverpool, au stade d'Anfield Road, mais les joueurs anglais ont déjà exprimé de si longs et si fréquents regrets de ne pas avoir pu défendre normalement leurs chances dans le match le plus important de leur carrière. Tous les joueurs sont semi-professionnels et s'entraînent après leur travail, il n'est déjà pas aisé de leur faire passer le temps. C'est si important qu'une demi-finale de Coupe d'Europe, mais la tâche devient insurmontable quand une équipe anglaise doit aller défendre l'honneur de la veille du match.

Depuis leur qualification contre Dresde (RDA), au tour précédent, les joueurs ont vécu dans une pleine tranquillité, mais de leurs joueurs, plusieurs

A l'inverse de Zurich, la série continue donc pour le Football anglais. Les joueurs anglais ont encore espéré gagner cette année la Coupe d'Europe, le Championnat et la Coupe d'Angleterre. Les entraîneurs de l'entraîneur Bob Paisley ont été très déçus de ne pas avoir pu buter matchs durant le mois d'avril dont deux en Coupe d'Europe, une demi-finale de coupe contre le Borussia Dortmund — l'autre grande équipe de Liverpool — et cinq rencontres de championnat dont deux décisives, contre le Bayern Munich et Ipswich. Cela explique peut-être que les Anglais aient donné en fin de partie l'impression de considérer cette demi-finale de Coupe d'Europe comme une bonne séance d'entraînement.

GÉRARD ALBOUY.

LES RESULTATS

COUPE DES CHAMPIONS
 *Dynamo Kiev (U.R.S.S.) b.
 Moenchengladbach (R.F.A.).. 1-0
 Liverpool (Ang.) b. *Zurich (S.) 2-1

COUPE DES COUPES
 *Naples (It.) b. Anderlecht (B.) 1-0
 Juventus (It.) b. A.E.K. Athènes (Grèce) 2-1

des (Grèce)	4-1
COUPE DE L'U.E.F.A.	
R. W. D. Molenbeek (Belg.) et	
Atletico Bilbao (Esp.)	1-1
Atletico Madrid (Esp.) b. Ham-	
bourg (R. F. A.)	3-1

D'un sport à l'autre...

TENNIS. — Le Suédois Borg s'est qualifié pour les quarts de finale du tournoi de Monte-Carlo en battant l'Indien Amritraj (6-2, 6-1). Il rencontrera l'Américain Dicks, vainqueur de

Néo-Zélandais Parun (5-7, 6-1, 7-5). L'Italien Panatta a éliminé le Suédois Andersson (6-4, 6-4), et le Hongrois Taroczy s'est imposé devant le Britannique Cor (6-4, 6-1).

VOLLEY-BALL. — L'équipe de France féminine a obtenu une deuxième victoire (3 sets à 2) contre la Turquie en Coupe du printemps, disputés au Dane-

[illegible]

par Bertrand Poirot-Delpech

ingage frémit sous les mots des autres comme une peau de doigt, des ongles, et se recharge brusquement de la sensation, comme un désir. Les acceptations multiples de ces additions comme autant de contacts corporels, à la fois du sens jamais épuisé.

Tout quand la jouissance génitale s'aligne, on sent que le plaisir du texte, chez Barthes, devient aussi un plaisir de la chair. Ce n'est pas tout à fait une singularité : Flaubert aime le « bronzage » ou « bronze » que pour la joie d'appliquer l'expression d'un union absolue par « friction » et ajoute pour lui d'un « froissement initial et d'un froissement toujours répété ». En le prononçant, il « voit » d'autres sonorités ont le son le plus ravissant. La prédilection de Barthes pour le « bronzage » se retrouve ici dans les grandes lettres de Sobieski ou de Tabou de la Bibliothèque de la Sorbonne.

Contrairement à Proust, à qui on songe d'abord mais que de tout son être pour le verbe et la parole, Barthes aime plus que jamais le champion du mot, du grand mot, du mot du grain qui meurt, de Bataille, d'Unan, d'Unan, d'Unan, de Proust et de ses caprices incessants. Barthes aime toujours remonter le plus grand de ces générations du verbe.

ésie

uben Melik et André Gide

L'interrogation en termes clairs.

Quel dénominateur commun, en effet, entre la période franque (de la chute de l'Empire au milieu du VIII^e siècle) et la période impériale qui a vu se réaliser l'unité de l'Europe, entre l'âge féodal (le milieu du X^e siècle au fin du XIII^e siècle) et le moyen âge, le XIV^e et XV^e siècles durant lesquels les mentalités ont basculé sous l'effet conjugué des guerres, des famines, des épidémies ? Un très récent et très intéressant ouvrage sur le Moyen Âge, paru chez Grasset, montre qu'à ce moment-là une société nouvelle naît dans les villes et les villages.

Un sotissier transmis en génération

« Les serfs passaient leurs nuits à battre les épiques pour faire taire les grenouilles qui empêchaient les seigneurs de dormir. Les seigneurs prenaient un malin plaisir à rayer les champs de la nuit et à la nuit. L'Eglise refusait de les laisser faire. Elle torturait non seulement des foules de sorcières, mais aussi les savants, comme Galilée, qui voulaient faire sortir le monde de sa nuit intellectuelle. »

philosophie

Martin Heidegger

L'heure de la sensation vraie

Un diplomate qui rêve qu'il a une femme, avec des yeux noirs, sa femme, sa maîtresse, les autres, lui apparaissent crantes. L'heure de la sensation vraie, mieux que l'indifférence.

GALLIMARD

histoire

Justice pour le Moyen Age

■ **Epoque du ténèbres de lumière ? Les médiévistes en disputent toujours. Régine Pernoud, dans « Pour finir le Moyen Age » s'inscrit vivement parmi les défenseurs.**

Un bombardement piqué. Pulvérisé l'objectif. Quel objectif ? Non pas le Moyen Age, on s'en doute, s'agissant du combattant Régine Pernoud, médiéviste éminente et ardente ; mais les idées sur le Moyen Age, préfabriquées, somnolentes, la plupart du temps aberrantes. L'appellation elle-même est ridicule pour une durée d'un millénaire, qui nous représente, écrasant les siècles les uns sur les autres, comme une transition « entre la grandeur romaine et les splendeurs classiques ».

Quel dénominateur commun, en effet, entre la période franque (de la chute de l'Empire au milieu du VIII^e siècle) et la période impériale qui a vu se réaliser l'unité de l'Europe, entre l'âge féodal (le milieu du X^e siècle au fin du XIII^e siècle) et le moyen âge, le XIV^e et XV^e siècles durant lesquels les mentalités ont basculé sous l'effet conjugué des guerres, des famines, des épidémies ? Un très récent et très intéressant ouvrage sur le Moyen Âge, paru chez Grasset, montre qu'à ce moment-là une société nouvelle naît dans les villes et les villages.

Un sotissier transmis en génération

« Les serfs passaient leurs nuits à battre les épiques pour faire taire les grenouilles qui empêchaient les seigneurs de dormir. Les seigneurs prenaient un malin plaisir à rayer les champs de la nuit et à la nuit. L'Eglise refusait de les laisser faire. Elle torturait non seulement des foules de sorcières, mais aussi les savants, comme Galilée, qui voulaient faire sortir le monde de sa nuit intellectuelle. »

philosophie

Martin Heidegger

L'heure de la sensation vraie

Un diplomate qui rêve qu'il a une femme, avec des yeux noirs, sa femme, sa maîtresse, les autres, lui apparaissent crantes. L'heure de la sensation vraie, mieux que l'indifférence.

GALLIMARD

Peter Handke

L'heure de la sensation vraie

Un diplomate qui rêve qu'il a une femme, avec des yeux noirs, sa femme, sa maîtresse, les autres, lui apparaissent crantes. L'heure de la sensation vraie, mieux que l'indifférence.

GALLIMARD

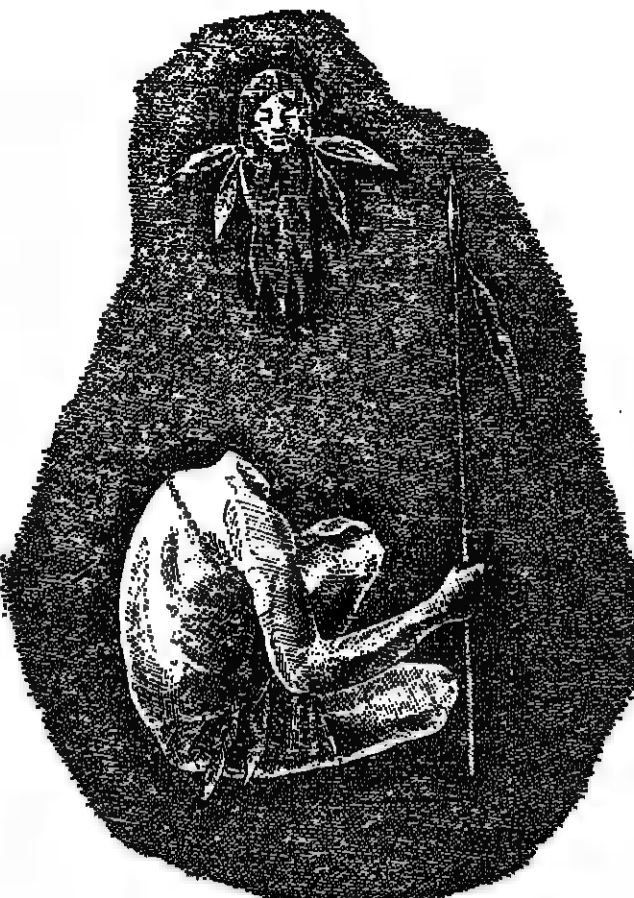
ethnologie

Une société en délinquance : les Jivaros

■ **Il n'est jamais trop tard pour apprendre. Un anthropologue anglais donne la recette.**

« JIVARO / Jivaro / Jivaro », chante Julien Clerc. Les Indiens métropolitains s'intitulent « Indiens métropolitains ». Les Apaches des Indes d'Amérique et les fanfreuilles du cuir de la mode vestimentaire d'aujourd'hui le mythe blanc du peau-rouge au porte bien. Tous les Jivaros sont à révéler. Tous ! Pas sûr. Il est, paraît-il, des mauvais, des méchants, des ignobles. Ainsi les Jivaros. Un peuple de fautes (1) contait les atrocités et la perversité. Ainsi les Jivaros.

J. Harner se réveille trop de mal : c'est « une société à parenté structurée et à centre d'autorité qui pourrait imposer et faire respecter des lois justes ». Et il ajoute : « Dans la région intérieure, une barrière se porte la nuit, un Jivaro n'est pas juste auprès de soi, son aventure rarement à plus de 100 mètres de la maison, ses armes, et, lorsqu'on est en visite, on s'attend à la maison de se servir pour prouver que cette société est empoisonnée. »



Le meurtre contre la mort

Tout y est : la drogue, la sorcellerie, l'adultère, le poison, les rituels de la mort. A croire que — réurgence de la théorie des climats — la forêt tropicale pourrit les mœurs ! Passons. A l'utopie lyrique et à la philosophie, Michael Harner oppose la contre-utopie ethnographique. Le regard clinique du professionnel. On regrettera sans doute le ton d'humour qu'il prend ici ou là au cours de son inventaire ; il n'empêche qu'il a le mérite de réunir des données éparpillées et jusqu'à présent mal contrôlées.

Réduire une vie, par exemple. Un jeu d'enfant. Découper la peau, faire sauter à gros bouillons, verser du sable chaud et de pierres chaudes à l'intérieur. Vous êtes ainsi neutralisé votre ennemi, vous l'aurez « choqué », et vous le posséderez. Corps et âme.

La pensée de l'ethnologue, bien sûr, ne se contente pas de ces simples remarques. Elle explique ce goût macabre, cette tarabotomanie, en les replaçant dans leur contexte et leur tradition. Il s'agit comment fonctionnant en deçà de ses possibilités, la société des Jivaros — mais un membre sur quatre ne s'en rend pas compte le temps pour oublier la mort. Ainsi que Michael Harner nous parvient de son livre, prendre un peu de temps pour une philosophie. C'est une à la fois coupable (ethnocentrique) et libératrice. Corréux.

JACQUES MEUNIER.

(1) J. Harner, *La mort des Jivaros*, Ed. Plon, 1976, 210 p., 15 F.

de le courant. L'invention de l'horloge mécanique, l'explosion des cathédrales, l'extraordinaire rayonnement des cultures rurales que furent monastères et châteaux, l'immense savoir transmis par les bibliothèques incomparables, ces foules parcourant le monde cueillant, ici et là, de riches trésors. Paut-il parler de merveilles ? Les fresques de Saint-Savin et de Berzé-la-Ville s'écrient : « La civilisation, c'est la civilisation ! »

Une joyeuse destruction de mythes musclés

Il ne faudrait pas penser que l'histoire pour qu'elle devienne une optique un peu abusive : on n'y a jamais de « vraie » vérité quand elle est dans le polémique ; mais après tant d'erreurs et d'écarts, l'autre sera la plus poignante salubre. Il est une chose que le « Moyen Age » a utilisé l'antique en continuant et en soulant, en fertilisant, avec son Renais- sance et l'Europe en son par- ti, l'antique en le copiant ; et nous sommes incroyablement plus près que nous ne le pensons de l'ignorance le plus totale. Les recherches de Harner, avec leurs fermentations explosives, nos mutations, nos mutations de transformation d'une société, nos inquiétudes métaphysiques accompagnées d'un « chaos » de foi, tout cela nous ramène à des hommes que nous regardons avec condescendance. Apprendre ce que leur « chaos » nous a appris à nous reconforter aux épreuves du remue-ménage nous malmené, nous déconcerne et nous libère. Cette lecture déconcerne de mythes musclés, caparponnés de sottises et de ragots, ouvre la voie d'une « civilisation » du Moyen Age est mort. Vive le Moyen Age !

GINETTE GUITARD-AUVISSE.

(1) Michael Harner, *La mort des Jivaros*, Ed. Plon, 1976, 210 p., 15 F.

L'Espagne facile.

Air France vous rend maintenant l'Espagne plus accessible. Offrez à de nouveaux itinéraires aller-retour valables du 1^{er} avril au départ de Paris.

ALICANTE	720F
BARCELONE	570F
MALAGA	875F
PALMA	630F
SEVILLE	875F

• **L'Espagne plus souvent.** Des prix réduits, donc des voyages plus fréquents, si vous le souhaitez. Tous les mardis, mercredis, jeudis. Vous voyagez sur les lignes régulières d'Air France ou d'Iberia, ce qui vous garantit la fréquence des vols, la régularité des horaires, la qualité du service à bord.

• **L'Espagne plus longtemps.** A ces nouveaux tarifs correspondent de nouvelles facilités. Pour un séjour d'au moins une semaine et pouvant aller jusqu'à 3 mois, il vous suffit de voyager à 2 personnes minimum (à l'aller comme au retour), 2 enfants moins de 12 ans comptant pour un adulte.

Pour tous renseignements et précisions complémentaires sur l'application de ces tarifs, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France.

AIR FRANCE

AIR FRANCE LA GARANTIE DES VOLS RÉGULIERS **IBERIA**

PARU

cette semaine

LES INÉGALITÉS SOCIALES

Situation, mécanisme, et orientation principaux sur le problème des inégalités sociales : les inégalités, équipements, santé, éducation, sociale.

15 et 21, 208 p., 35 F.

catalogue C6 gratuit sur demande

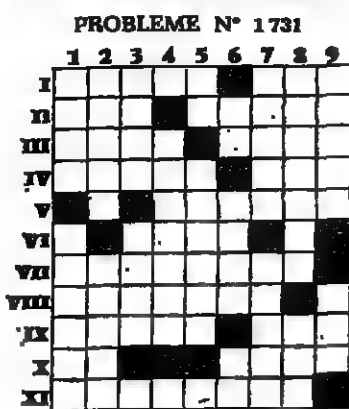
Editions du CNRS

15 rue Anacleto-François - 92500 Paris

Tél. 01.47.32.25 - C.C.P. 93.03.00

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS MÉTÉOROLOGIE



PROBLEME N° 1731

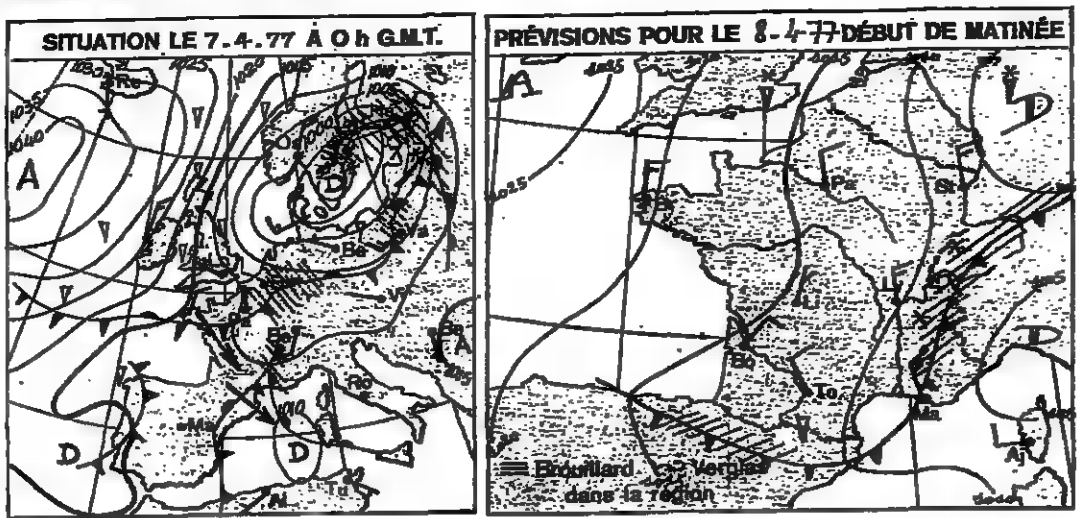
HORIZONTALEMENT
 I. Provoque des effluents en se multipliant; Epouse tout d'un coup. — II. Maudit des larmes des mauvais sujets; Cultive; ruse. — III. Maudit des larmes des mauvais sujets; Cultive; ruse. — IV. Pronom. — V. Pronom. — VI. Pronom. — VII. Pronom. — VIII. Pronom. — IX. Pronom. — X. Pronom. — XI. Pronom. — XII. Pronom.

VERTICALEMENT
 1. Enrichit les plaisants détails; Travaille au songeur à l'avenir. — 2. Maudit des larmes des mauvais sujets; Cultive; ruse. — 3. Maudit des larmes des mauvais sujets; Cultive; ruse. — 4. Ses jours sont comptés. — 5. En lège; Très approchable. — 6. Pronom. — 7. Mécontenter; En. — 8. Pronom. — 9. Pronom. — 10. Pronom. — 11. Pronom. — 12. Pronom.

Solution du problème n° 1730
 I. Péri. — II. Vio. — III. Ni. — IV. Orie. — V. Orie. — VI. Orie. — VII. Orie. — VIII. Orie. — IX. Orie. — X. Orie. — XI. Orie. — XII. Orie.

Documentation

La première numéros d'une édition hebdomadaire juridique fiscale et sociale sur (une pour 60 pages de documentation), viennent d'être diffusés par Express-Documents, 81, rue de Malte, 75011.



SITUATION LE 7-4-77 À 0h GMT.
 Situation probable du 7 au 10 avril 1977. Le 7 avril, la situation météorologique est caractérisée par une dépression profonde au large de la France, avec des vents forts et une pluie abondante. Les températures sont basses, avec des gelées nocturnes possibles.

PRÉVISIONS POUR LE 8-4-77 DÉBUT DE MATINÉE
 Les prévisions pour le début de la matinée du 8 avril indiquent une amélioration progressive du temps, avec des nuages éclaircis et une diminution des précipitations. Les températures commenceront à remonter.

Journal officiel

Publié au Journal officiel du 7 avril 1977.

DES DÉCRETS

Le ministre de l'Intérieur a pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des déplacements des véhicules automobiles pendant les fêtes de Pâques. Il a notamment décidé d'interdire l'accès des routes nationales aux véhicules lourds pendant certaines heures.

Circulation

Les départs de Pâques sur les routes

Avec la mise en service, le samedi 9 avril, de la déviation autoroutière de la route nationale 10, les départs de Pâques seront facilités. Les services de l'équipement ont prévu des mesures pour assurer la fluidité de la circulation pendant ces jours de congé.

Bulletin d'enneigement

Le bulletin d'enneigement pour la région parisienne indique une couverture de neige importante sur les hauteurs de la région, avec des accumulations pouvant atteindre 10 cm. Les services de la voirie sont mobilisés pour assurer le débarrassage des routes.

CARNET

Réceptions

En l'honneur du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, le ministre de l'Intérieur a organisé une réception à l'occasion de la visite de l'ambassadeur des Nations unies à Paris.

Naisances

M. Jacques Richard, 35 ans, ingénieur, a épousé Mlle Marie-Claire Dubois, 32 ans, secrétaire. Le mariage a été célébré à la mairie de Paris.

Décès

M. Jean-Pierre Lemaire, 68 ans, ancien directeur de l'enseignement supérieur, est décédé le 4 avril 1977, après une longue maladie.

Remerciements

M. et Mme. Jean-Pierre Lemaire tiennent à remercier tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de leur cher et regretté Jean-Pierre.

Anniversaires

Le 6 avril 1977, anniversaire de la naissance de M. et Mme. Jean-Pierre Lemaire. Ils tiennent à remercier tous ceux qui leur ont adressé leurs vœux.

Communications diverses

Le 6 avril 1977, anniversaire de la naissance de M. et Mme. Jean-Pierre Lemaire. Ils tiennent à remercier tous ceux qui leur ont adressé leurs vœux.

Visites et conférences

Le 6 avril 1977, anniversaire de la naissance de M. et Mme. Jean-Pierre Lemaire. Ils tiennent à remercier tous ceux qui leur ont adressé leurs vœux.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS			
TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	1	tous groupes	50	7	7	tous groupes	50
	31	tous groupes	150		327	tous groupes	250
	9 521	tous groupes	1 050		907	tous groupes	250
	9 111	tous groupes	2 550		937	tous groupes	250
	17 481	tous groupes	10 050		24 987	tous groupes	10 050
2	52 511	groupes 4	10 050	8	52 517	groupes 4	10 050
	93 181	autres groupes	2 050		65 787	autres groupes	2 050
	52 361	tous groupes	10 050		796	tous groupes	200
	55 321	groupes 4	2 050		1 158	tous groupes	1 000
	74 241	autres groupes	100 050		32 248	tous groupes	10 000
3	62	tous groupes	100	9	52 518	autres groupes	2 000
	712	tous groupes	200		69	tous groupes	100
	03 102	tous groupes	10 000		929	tous groupes	200
	52 512	tous groupes	2 000		1 429	tous groupes	1 000
	94 472	tous groupes	10 000		5 879	tous groupes	1 000
4	23	tous groupes	100	0	52 519	groupes 4	10 000
	3 123	tous groupes	1 100		18 219	autres groupes	2 000
	52 513	groupes 4	10 000		2 080	tous groupes	1 000
	90 263	autres groupes	2 000		4 330	tous groupes	2 500
	15	tous groupes	100		86 770	tous groupes	10 000
5	55	tous groupes	100	77	91 090	autres groupes	2 000
	535	tous groupes	200		52 510	groupes 4	2 000 000
	3 655	tous groupes	1 000			autres groupes	20 000
	5 725	tous groupes	1 000				
	20 725	tous groupes	10 000				
6	52 515	groupes 4	10 000	<div> TRANCHE DES TULIPES TIRAGE DU 6 AVRIL 1977 PROCHAIN TIRAGE LE 14 AVRIL 1977 à LORIENT (Morbihan) </div>			
	66 905	tous groupes	10 000				
	77 415	tous groupes	10 100				
	296	tous groupes	200				
	52 516	autres groupes	10 000				
<div> 7 8 18 25 33 48 NUMERO COMPLEMENTAIRE 42 </div>				<div> PROCHAIN TIRAGE LE 14 AVRIL 1977 VALIDATION JUSQU'AU 13 AVRIL 1977 APRES-MIDI </div>			

Bulletin d'enneigement

Le bulletin d'enneigement pour la région parisienne indique une couverture de neige importante sur les hauteurs de la région, avec des accumulations pouvant atteindre 10 cm. Les services de la voirie sont mobilisés pour assurer le débarrassage des routes.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde

Le Monde, journal de référence, propose une large gamme de services à ses abonnés. Pour plus d'informations, contactez votre représentant ou écrivez à : Le Monde, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 10
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	70,00	48,04
PROPOSITIONS D'EMPLOI		
	70,00	48,04

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE	La ligne	La ligne 10
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,06
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
proche OUEST PARIS, recherche

CHEF SERVICE « Sinistres Autos »
confirmé dans le domaine matériel, corporel, et en suivi de tous les sinistres.

Le candidat devra, en outre, assurer les relations avec notre compagnie d'assurance.

Préférences données à un candidat possédant une expérience similaire et de bonnes relations d'anglais.

Envoyer C.V., photo et prêt, sous pli fermé, à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
recherche

JEUNE ESSEC. SUP. DE CO.
ou équivalent

Intéressé pour son premier emploi dans une entreprise de construction.

Après formation, il devra prouver ses capacités de vente.

Préférences données à un candidat possédant une expérience similaire et de bonnes relations d'anglais.

Envoyer C.V., photo et prêt, sous pli fermé, à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
à l'établissement multiple
pour la région parisienne et Lille :

CONTROLEUR DE GESTION
— Contrôle des comptes
— Budget analytique des coûts
— Contrôle des stocks
— Contrôle des dépenses
— Liaison avec l'équipe informatique.
Poste intéressant.
Expérience indispensable.

Envoyer C.V., photo et prêt, sous pli fermé, à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

S.A. Burroughs
VILLERS-LEZ-CAVALLES
(proximité ROUEN)

recherche pour son bureau d'études
concernant des calculateurs et matériels de saisie :

1 INGENIEUR EXPERIMENTE
en microprocesseurs, matériel logiciel

1 INGENIEUR ANALYSTE-INFORMATICIEN
DEBUTANT

— maîtrise microprogrammation et langage de haut niveau
— ces deux emplois sont C.V., photo et prétentions sous pli fermé, à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

Pour promouvoir nos produits auprès des professionnels de la région OUEST

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS BIOMEDICAUX

2 DÉLÉGUÉS SCIENTIFIQUES
de formation Biologie (B.S., B.T.S., etc.)

Envoyer C.V., photo et prétentions sous pli fermé, à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

VILLAGE DE VACANCES
pour province
recherche pour son service

1 MAÎTRESSE DE MAISON
Profil du poste :
— Responsable accueil familles, groupes, retraités
— Encadrement enfants
— Responsabilité personnel réception, nettoyage, service.
Qualités requises :
— Initiative
— Sens du commandement
— Expérience restauration
— Sérieuse

2) ÉCONOME
Profil du poste :
— Responsable achat
— Responsabilité des menus
— Prime alimentaire
— Responsabilité cuisine
— Qualités requises :
— Sérieuse
— Expérience restauration
— Indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous pli fermé, à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

SURVEILLANT DE FONDERIE USA

Notre client, filiale en expansion d'un groupe majeur américain, recherche professionnel ayant une expérience approfondie du moulage mécanique en grandes quantités de l'aluminium sous formes fixes et semi-fixes, de la réalisation du noyau au sable, ayant la préférence déjà utilisé le procédé automatique à souffler froides.

Les candidats auront occupé un poste de surveillance pendant au moins trois ans et posséderont un diplôme de technicien supérieur en constructions mécaniques. Le fait d'être membre de l'U.I.M. ou l'U.S.O.M. constitue un avantage. Les candidats devront être capables de parler et d'écrire l'anglais couramment. Age : 25 à 35 ans.

Le candidat retenu travaillera dans une nouvelle usine située à l'est du Tennessee, USA. Tous les frais d'immigration, de déménagement et de voyage pour le candidat et sa famille seront payés par la compagnie. Excellents avantages sociaux plus un forfait très intéressant salaire/indemnités. Les personnes intéressées sont priées d'écrire en anglais à : Mr. Ian Fyfe, Professional and Executive Recruitment, Fountain Court, Steelhouse Lane, Birmingham B4 6DS, Angleterre, en donnant les détails sur leur carrière et leur salaire actuel, avantages sociaux inclus. Chaque candidat sera soumis à des entretiens initiaux avec le client ou la proximité du lieu de travail des candidats. Toutes les dépenses seront remboursées.

PER OVERSEAS
PROFESSIONAL AND EXECUTIVE RECRUITMENT

GROUPE MULTINATIONAL (PRODUITS SEMI-DURABLES)
pour la FRANCE

UN RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES

Homme ou femme de plus de 30 ans, formation supérieure, ayant expérience de 5 ans ou moins dans un poste similaire dans une importante société ou cabinet de relations publiques.

Très bonne connaissance de la presse et des journalistes nécessaires. Disponible, créatif, gestionnaire, il devra concevoir et organiser les manifestations pour les différents départements commerciaux.

Bonne connaissance de l'allemand écrit et parlé indispensable.

Adresser C.V., manuscrit, prétentions et photo à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BANLIEUE SUD-OUEST PARIS

INGENIEUR POSITION II

Il sera chargé de :

— l'analyse des besoins en matériel et l'information formulée par les clients de la région

— la préparation et de la diffusion de l'information

Le poste conviendrait à un ingénieur formation informatique, possédant quelques années d'expérience en analyse et programmation plus particulièrement dans les applications en langage Pascal et en langage Algol sur mini-calculateurs.

Anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions (avec photo) à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE
recherche

Plusieurs TECHNICIENS B.T.S. ou I.U.T.

Le candidat devra avoir une expérience professionnelle de 2 à 5 ans dans cette branche et une bonne connaissance des technologies alimentaires seraient appréciées.

Anglais COURANT SOUBAITE

Envoyer C.V., photo et prétentions (avec photo) à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

LE MONDE INFORMATION-PROFESSIONS
dresse la synthèse hebdomadaire des offres d'emploi parues dans LE MONDE

Renseignements : 874.72.05

BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE
recherche :

DÉBUTANTS DIPLOMÉS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(L.E.P., L.A.S., etc.)

OU EQUIVALENT

— Possibilité d'attaches de direction.
— Possibilité de relations humaines.
— Un intérêt certain pour la banque.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

EXPERT ASSURANCE MARITIME

Vous possédez un diplôme de lieutenant au long cours et une expérience de 5 ans en assurance maritime. Vous êtes intéressé par la prévention des sinistres, les problèmes relatifs à l'assurance, l'arbitrage, etc. Vous avez une bonne connaissance des lois maritimes et des pratiques de la navigation.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

DIRECTEUR FINANCIER

Vous êtes titulaire d'un diplôme de fin de cycle de formation supérieure en économie ou en commerce, avec une spécialisation en comptabilité, en analyse financière, en gestion financière, etc. Vous avez une expérience de 5 ans ou plus dans un poste similaire dans une entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

CHARGÉ(S) D'ÉTUDES EXPERIMENTE(S)

— Formation statistique supérieure ;
— Expérience approfondie de dépouillements d'enquêtes sur ordinateur ;
— Maîtrise de la programmation en langage Algol et Fortran ;
— Anglaise parlée et écrite indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

TEMPORIS
REDACTEURS (TRICES)
— Rédaction de textes (info, D.C., etc.)
— Rédaction de textes (info, D.C., etc.)
— Rédaction de textes (info, D.C., etc.)

VILLE DE CHELLES
1 REDACTEUR SERVICE COMPTABIL.

STENOGRAPHE
— Sténographie
— Sténographie
— Sténographie

VENDEUSES LIVRES JOURNAUX
— Horaires : 9h-12h et 14h-18h
— Milieu : vente
— Environnement : vente

LE MONDE INFORMATION-PROFESSIONS
dresse la synthèse hebdomadaire des offres d'emploi parues dans LE MONDE

Renseignements : 874.72.05

BRANCHE MALADIE
(production et sinistres)
recherche

AIDES-REDACTEURS
Niveau minimum : Niveau B.E.P.C.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS MUSICALES
recherche

UN REPRÉSENTANT EXCLUSIF

Expérience de milieu musical nécessaire pour vendre à professionnels

— Connaissance du milieu musical ;
— Capacité de vente ;
— Capacité de gestion ;
— Capacité de négociation ;
— Capacité de communication ;
— Capacité de gestion ;
— Capacité de négociation ;
— Capacité de communication ;

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

REPRÉSENTANT EXCLUSIF
région parisienne pour vente produits de démaquillage, adhésifs, etc.

REPRÉSENTANT EXPERIMENTE
voiture indispensable, 100 % import.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE FINANCIERE ET ASSURANCES

CORRESPONDANTS
dans toutes régions

Fixe + commissions + frais de déplacements

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. J. L. 75002 PARIS, qui se chargera de la réponse.

secrétaires

SECRÉTAIRE
bilingue anglais, 15-18 ans, ayant une expérience de 5 ans ou plus dans un poste similaire dans une entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Dactylo
J.F. DACTYLO FACTURIERE
— Dactylo
— Dactylo
— Dactylo

formation professionnelle

DERNIERE LIGNE DE L'ANNEE SCOLAIRE
PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR I.B.M. 3

FAUX
— Faux
— Faux
— Faux

capitaux ou propositions com.

DEMANDE DE CAPITAUX
Directeur d'une société située à l'étranger recherche capitaux pour développer son activité en France. Ecrire M. BA SEYDI BABACAR, 16, bd Suchet (16).

MOQUETTE EN SOLDE
1er et 2e choix
En solde 100.000 F
100.000 F

information emploi

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEAM (Centre d'Information pour le Développement de l'Emploi) vous propose un GUIDE COMPLET (220 pages) qui vous aide à trouver un emploi.

— Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter ;
— La graphologie et ses pièges ;
— 12 méthodes pour trouver un emploi ;
— Les entretiens ;
— Les réponses aux questions ;
— Emplois les plus demandés ;
— Droits ;
— Informations ;
— CIDEAM ;
— 4, sq. Montigny, 75-Le

Automobiles

CONCESSIONNAIRE

Garage COLBERT
10, rue de la République
75011 PARIS
954 58 22

VOITURES NEUVES

DU 25 mars au 25 avril

LE DEPARTEMENT OCCASION DES USINES CITROËN

vous propose un grand choix de voitures qui viennent d'être révisées dans ses ateliers.

Il agit exclusivement de 100 DS ou ID toutes années de 12.000 à 25.000 F - 100 GS tout années de 9.000 à 22.000 F

Livraison immédiate. Crédit. Garantie. Reprise.

مكذبا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE

CULTURE

Politique commune

Les règlements européens pour la production agricole ont été adoptés par le Conseil des ministres de la Communauté européenne. Ils visent à harmoniser les politiques agricoles des États membres et à garantir la sécurité d'approvisionnement de l'Europe. Les mesures concernent notamment les céréales, les produits laitiers, les viandes et les produits de la pêche. Les agriculteurs bénéficieront de subventions et de mesures de soutien pour compenser les pertes de revenus dues à la concurrence internationale.

La Commission européenne a également adopté des mesures pour renforcer la politique anti-crise et fixer des prix minimaux pour les ronds à béton. Ces mesures visent à protéger les producteurs et à garantir la stabilité des marchés. Les prix minimaux seront fixés en fonction des coûts de production et des conditions de concurrence.

P.R. confirme son opposition à l'entrée de nouveaux membres à la politique agricole commune

Le Parti Radical (P.R.) a confirmé son opposition à l'entrée de nouveaux membres dans la Communauté économique européenne (C.E.E.). Le parti considère que l'élargissement de la C.E.E. entraînerait une dévaluation du franc et une perte de souveraineté nationale. Il appelle à une réforme de la politique agricole commune avant toute négociation d'élargissement.

iane Vence

LES RENNES

SIDÉRURGIE

La Commission européenne renforce le plan anti-crise et fixe des prix minimaux pour les ronds à béton

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne a renforcé son plan anti-crise de la sidérurgie. Elle a fixé des prix minimaux pour les ronds à béton, afin de protéger les producteurs européens de la concurrence internationale. Les mesures visent à garantir la stabilité des marchés et à soutenir les entreprises nationales.

Les syndicats appellent à une manifestation le 8 avril

Les syndicats appellent à une manifestation le 8 avril pour protester contre les mesures de la Commission européenne. Ils considèrent que les prix minimaux fixés pour les ronds à béton sont insuffisants pour protéger les producteurs. La manifestation aura lieu à Paris et dans d'autres villes.

A L'ÉTRANGER

A PROPOS DE L'EXPOSITION FRANÇAISE DE DJAKARTA

Faut-il multiplier les foires pour vendre ?

Inaugurée le 25 mars par M. André Rossi, ministre français du Commerce extérieur, l'exposition française de Djakarta a attiré beaucoup d'attention. Les visiteurs ont pu découvrir les produits et les services français. Les organisateurs espèrent que cette exposition favorisera les échanges commerciaux entre la France et l'Indonésie.

Ambiguïté

Les F.M.I. en revanche, manifestent une certaine ambiguïté. Elles s'efforcent de concilier les intérêts nationaux et les intérêts de la Communauté européenne. Les négociations sont en cours et les résultats seront connus prochainement.

(1) Association des nations du Sud-Est asiatique (Philippines, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Singapour).

(2) Voir notamment le Monde des 18-19 et 20 mai 1975.

CONJONCTURE

Une étude des Nations unies souligne l'ampleur du chômage en Europe

En Europe occidentale, le chômage atteint des niveaux élevés. Une étude des Nations unies souligne l'ampleur du problème. Elle indique que le chômage chronique est devenu une réalité pour de nombreux pays. Les causes sont multiples : déclin de l'industrie traditionnelle, développement de l'économie de services, etc.

AFAIRES

L'Arabie Saoudite a commandé 2 milliards de francs de matériel de télévision à la France

Le docteur Adhoun Yamani, ministre de l'Information d'Arabie Saoudite, a effectué une visite officielle en France du 4 au 8 avril. Il a commandé 2 milliards de francs de matériel de télévision à la France. Cette commande vise à moderniser les équipements de télévision du royaume saoudite.

LES FILIALES ÉTRANGÈRES DES FIRMES AMÉRICAINES AUGMENTERAIENT LEURS INVESTISSEMENTS DE 12 % EN 1977

Washington (A.P.P. Agence). — Les filiales étrangères des firmes américaines prévoient d'augmenter leurs investissements de 12 % en 1977. Cette augmentation est due à la croissance de l'économie mondiale et à la confiance des investisseurs américains.

CLINIQUE DES CHARMETTES SA

Chemin de Marne 10
CS-1000 L'ANCIENNE - BELLEVILLE
Tél. 821/20 31

ERRATUM

La publicité de SOTHEBY PARISH & CO. dans le Monde du 31 mars 1977, comportait une erreur de date. La vente aura lieu le 30 mars 1977.

PRECISION. — Dans l'article de l'Agence France Presse du 24 mars 1977, la somme de 2 600 F correspond au coût moyen d'une centrale nucléaire par kilowatt installé.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURES DE L'AIN ET DE LA SAVOIE

Avis d'ouverture d'enquête publique portant sur l'aménagement de la chute de Belley sur le Rhône et sur la modification des documents d'urbanisme en résultant

- La Compagnie Nationale du RHONE, concessionnaire de l'aménagement de la chute de Belley sur le Rhône, a demandé l'autorisation de travaux de construction d'une chute hydroélectrique dite de BELLEY. Cet aménagement comprend :
- La construction d'un barrage sur le RHONE au niveau de la commune de LAVOIRS (AIN) ;
- Le creusement d'un canal en rive droite du RHONE dans le département de l'AIN ;
- La construction d'une usine hydroélectrique sur ce canal, au niveau de la commune de BRENS (AIN) ;
- La construction d'un barrage de régulation des niveaux du lac de BOURGET sur le territoire de la commune de CHANAZ (SAVOIE).

MM. les Préfets de l'AIN et de la SAVOIE informent le public que, conformément à la décision du 9 février 1977 de M. le Ministre de l'Industrie et de la Recherche autorisant l'ouverture de l'enquête réglementaire sur la demande d'autorisation de travaux avec déclaration d'utilité publique présentée par la Compagnie Nationale du RHONE pour l'aménagement de la chute de BELLEY, sera soumise à enquête publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le projet d'aménagement sur le RHONE, entre les communes de CULOZ et PEYRIEU, de la chute hydroélectrique de BELLEY.

1) L'enquête publique s'ouvrira à la Préfecture de l'AIN à BOURG-EN-BRESSE où sera déposé du 18 avril au 3 juin 1977 inclus le dossier d'enquête. Il sera joint à ce dossier un registre d'enquête dans lequel le public pourra consigner ses observations.

Le dossier sera consultable tous les jours de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h., samedis, dimanches et jours fériés exceptés, dans le Service des opérations immobilières.

Le dossier pourra, en outre, être consulté dans les communes intéressées des départements de l'AIN et de la SAVOIE ainsi qu'à la Préfecture de la SAVOIE, Service du Courrier et de la Coordination, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Il sera joint également à ce dossier dans chacune des mairies et à la Préfecture de la SAVOIE un registre subsidiaire sur lequel le public pourra consigner ses observations.

2) Pendant la durée du délai d'ouverture de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit à M. le Président de la Commission d'Enquête à la Préfecture de l'AIN.

Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par un des membres de la Commission d'Enquête pendant les trois derniers jours ouvrables de l'enquête du 1^{er} juin 1977 au 3 juin 1977 entre 14 h. et 16 h., à la Préfecture de l'AIN, Service des Opérations Immobilières, ainsi qu'à la Préfecture de la SAVOIE, Service du Courrier et de la Coordination, et à la Mairie de BELLEY.

La Commission d'Enquête sera composée de cinq membres :
Président : M. Louis CHARLOT, Ingénieur Divisionnaire des T.P.E., Rue des Maronniers, 01000 BOURG-EN-BRESSE

Membres : M. Hubert DRYER, Membre de la Chambre d'Agriculture de l'AIN, CHATILLON-EN-MICHAILLE, 01200 BELLEGARDE-SUR-VALSERINE
M. Adrien GAUTHIER, Directeur Départemental du Travail, en retraite, Rue Lamartine-prolongée, SAINT-DENIS-LES-BOURGS, 01000 BOURG-EN-BRESSE
M. Jean FONTANEZ, Géomètre, Rue de Pérouse, 73330 PONT-DE-BEAUVOISIN
M. Jean MERCIER, Secrétaire Général honoraire de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, Clos de Champ-Ferrand, SONNAZ, 73000 CHAMBERY

3) Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport de la Commission d'Enquête, contenant ses conclusions motivées, sera déposée dans chacune des mairies des communes intéressées ainsi que dans les sous-préfectures et préfectures des départements où se trouvent ces communes.

La communication des conclusions de la Commission d'Enquête pourra être faite à toute personne en faisant la demande aux préfets des départements intéressés.

4) Pour les communes dont la liste suit, l'enquête portera également sur la révision des documents d'urbanisme en vigueur de telle sorte que ces documents soient rendus compatibles avec l'aménagement de la chute de BELLEY

Département de l'AIN : BELLEY
Département de la SAVOIE : RUFFIEUX, VIONS, CHANAZ

A cet effet, un dossier particulier sera annexé au dossier soumis à l'enquête. Il comprendra, pour chaque commune concernée, un rapport de présentation, un exemplaire du plan antérieurement rendu public ou approuvé, et un plan, à la même échelle, sur lequel sont reportés la localisation et le tracé de l'opération soumise à l'enquête, et, s'il y a lieu, un exemplaire du règlement éventuellement modifié et une nouvelle liste des opérations.

Les observations sur la modification des documents d'urbanisme seront portées sur le registre principal ou sur les registres subsidiaires d'enquête.

5) La liste des communes où sera ouverte l'enquête est la suivante :

- Département de l'AIN : CULOZ, LAVOIRS, CRESSIN-ROCHFORT, MASSIGNIEU-DE-RIVES, PARVY, MAGNIEU, BELLEY, NATTAGES, VIRGININ, BRENS, PEYRIEU.
- Département de la SAVOIE : SERRIERES-EN-CHAUTAGNE, RUFFIEUX, VIONS, CHANAZ, CHINDRIEUX, SAINT-GERMAIN-LE-CHAMBOTTE, BRISON-SAINT-INNOCENT, AIX-LES-BAINS, TRESSERVE, VIVIERS-DE-LAC, LE BOURGET-DU-LAC, BOURDEAU, LA CHAPELLE-DU-MONT-DU-CHAT, SAINT-PIERRE-DE-CURTILLE, CONJUX, LUCEY-JONGIEUX, YENNE, LA BALME.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AUTOMOBILE

Économies de carburant : le rapport Deutsch suggère une aide à la recherche de 250 millions de francs

Au mois d'août 1976, M. d'Ornano, alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, confiait à M. Charles Deutsch une mission auprès des constructeurs d'automobiles afin d'étudier les possibilités d'économie d'énergie réalisables dès la conception des véhicules (« le Monde » du 7 octobre 1976). Le rapport a été remis le 15 décembre et n'a quitté le bureau du ministre que trois mois et demi plus tard. L'avant-veille de la démission du gouvernement, il est vrai qu'en ce temps la bataille pour la mairie de Paris battait son plein.

Quatre-vingt-trois pages dactylographées de rapport et ses trois annexes pour quoi faire ? A côté de la réglementation autoritaire américaine (1), la voie française vers l'économie paraît libérale mais floue. M. Deutsch recommande parfois, suggère le plus souvent, et ses propositions les plus révolutionnaires (pour l'usage) sont à la limite de la limite. Ce rapport, parfois imprécis, d'une lecture difficile, n'en a pas moins le mérite de montrer que les désirs des constructeurs et des pouvoirs publics sont parfois conciliables. Reste à déterminer le rôle des uns et des autres, ce qui n'est pas le plus aisé.

Les constructeurs français sont d'accord pour réaliser des véhicules plus économiques. Mais ils ne veulent pas financer totalement une recherche qui bénéficierait, selon eux, à la nation tout entière. D'où l'appel aux fonds publics : 50 millions de francs par an pendant cinq ans. Eux-mêmes font des efforts : le volume annuel des études approche 1,5 milliard de francs dans l'industrie automobile. Mais pour que cette « impulsion » soit rentable, ils attendent d'être aidés de 30 % sur la consommation en 1985, il faut un contexte administratif, réglementaire et fiscal stable. Les constructeurs attendent donc du gouvernement une position ferme dans les négociations internationales, un palier dans les contraintes (sécurité et lutte contre les nuisances) ainsi qu'une hiérarchie permanente des prix du carburant.

Les deux grands groupes français sont en désaccord sur la nouvelle vignette. Renault étant le seul partisan d'une taxation sur la puissance réelle (le Monde du 22 novembre 1976) comme le souhaite l'Agence pour les économies d'énergie. L'application de la nouvelle fiscalité automobile, qui a pris retard, pourrait bien prendre en compte l'ancien calcul (sur la cylindrée) comme le nouveau. Au choix ! Et si une suggestion était retenue, les véhicules d'une cylindrée inférieure à 1 000 centimètres cubes pourraient être dispensés de vignette (comme les motos).

Enfin, la publication des consommations moyennes par véhicule n'a pas été bien acceptée par nos constructeurs. Ils désirent que des notions complémentaires soient précisées, telles que l'habitabilité. Les voitures d'importation seraient-elles moins économes ?

Et la voiture de demain ? — L'annexe n° 3 qui y est consacrée

Le premier rapport de M. Deutsch — ce dernier s'est vu confier une nouvelle mission concernant les poids lourds — recommande une impulsion « massive, durable et orientée » de la recherche — 250 millions de francs en cinq ans — la création d'un nouvel organisme pour contrôler l'animation et l'exécution des contrats de programme entre l'Etat et l'industrie automobile, ainsi qu'une augmentation de la taxation de l'essence ordinaire et du gazole. Il devrait être prochainement édité par la Documentation française.

est la partie la plus brillante du rapport : un véritable cours professionnel réservé aux spécialistes doutés d'un catalogue des véhicules possibles de recherche. Trente-trois pages au total, au bout desquelles apparaît une voiture légère, aérodynamique, bourrée d'électronique, peu puissante mais très souple à bas régime. Elle est encore équipée d'un moteur à allumage commandé ou d'un diesel et tire son énergie du pétrole. Les autres moteurs (turbine, Rankine, électrique) ont été écartés au départ, ainsi que les sources d'énergie nouvelles (méthane, hydrogène, etc.), car leur développement n'interviendrait qu'après 1985.

En attendant, les véhicules actuels peuvent être améliorés (le Monde des 24 et 25 décembre 1976). Il suffit de faire appel aux données techniques acquises en améliorant le rendement du groupe motopropulseur et en réduisant la puissance exigée par les déplacements. Sur ce dernier point, un affinement aérodynamique des modèles existants peut être rapidement effectué grâce à des « kits » adaptables, et leur allègement est toujours possible. Ainsi, 10 % d'économie sont possibles avant 1980, 10 % pouvant être réalisés ultérieurement, avant 1985, sur la mécanique.

Cette évolution s'accorde totalement avec les évaluations de l'Agence pour les économies d'énergie, qui prévoit pour 1985 un parc de 20 millions de voitures (16,5 en 1975), un parc moyen annuel de 14 000 kilomètres (12 500 en 1975) et une consommation moyenne de 7,8 litres aux 100 kilomètres (9 en 1975), ce qui correspond approximativement à une économie de 15 %. Faut-il une mission officielle pour en arriver là ? Ceux qui attendaient des suggestions très originales seront déçus. Ce n'était pas l'objet du rapport.

MICHEL BERNARD.

(1) Le Congrès américain a adopté en décembre 1975 une loi qui fixe à 21 miles par gallon (11,5 litres aux 100 km) en 1980 et à 28 miles par gallon (8,4 litres aux 100 km) en 1985 la consommation moyenne de la gamme de chaque constructeur, compte tenu des ventes de chaque modèle.

Le rapport Deutsch met en lumière, par ailleurs, la « nécessité » d'une nouvelle taxation des carburants. Le gazole et l'essence ordinaire pourraient bien rattraper un jour le super. Il est évident que le pétrole est une ressource limitée et que l'industrie automobile doit être encouragée à développer des moteurs à injection, à la pompe, et à la turbine, sans oublier le moteur à piston, qui reste le plus économique en ville. Voilà qui ne satisfait pas les importateurs, allemands notamment, dont la progression ininterrompue, dans le domaine de la mécanique, a été la bête noire de l'économie nationale. Autrement dit, il est souhaitable que les particuliers paient plus cher leur gazole que les voitures. De toute façon, le diesel est plus économique en ville. Voilà qui ne satisfait pas les importateurs, allemands notamment, dont la progression ininterrompue, dans le domaine de la mécanique, a été la bête noire de l'économie nationale.

Et la voiture de demain ? — L'annexe n° 3 qui y est consacrée

MONNAIES ET CHANGES

PRIX ENCORE JAMAIS ATTEINTS POUR L'OR VENDU PAR LE FONDS MONÉTAIRE

Washington (A.F.P.). — Le Fonds monétaire international a vendu mercredi 6 avril 524 800 onces d'or à des prix allant de 148,55 dollars à 151 dollars l'once (31,103 grammes), les plus élevés depuis le début des ventes du F.M.I. en juin 1976.

Le prix moyen de cette adjudication (la huitième) a été de 149,18 dollars l'once.

Lors de la vente précédente, qui eut lieu le 2 mars, les prix s'élevaient à 148,55 et 149,18 dollars (prix moyen : 148,87 dollars). C'était déjà un niveau record.

La vente de mercredi a rapporté environ 57 millions de dollars au Fonds fiduciaire, destinés à accorder des prêts aux pays les plus pauvres. C'est donc à environ 500 millions de dollars que s'élèvent les ressources obtenues jusqu'à présent par ce Fonds, qui est alimenté par les ventes d'or du F.M.I. (5 millions d'onces sur une période de quatre ans).

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS INTERVIENT POUR ARRÊTER LA MONTÉE DU YEN

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Le gouvernement japonais et la Banque du Japon sont intervenus pour arrêter la hausse du yen, qui a atteint un niveau record de 273,07 francs par dollar, le plus haut depuis trois ans, on laisse entendre, dans les milieux financiers nippons, que le gouvernement pourrait intervenir massivement (à partir du seuil de 270 francs) afin d'éviter que le marché ne devienne trop spéculatif.

Mercredi 6 avril, le dollar était tombé à 273,82 francs, ce qui représentait une baisse de 3,76 francs par rapport aux cotations de la fin de la semaine dernière (il cotait 277,58 francs). Elle pourrait y avoir eu une intervention de la Banque du Japon, qui a acheté d'importantes quantités de dollars (150 millions pour la seule journée de mercredi).

Le yen japonais, qui a été le plus fort de la semaine dernière, a été acheté d'importantes quantités de dollars (150 millions pour la seule journée de mercredi).

Le yen japonais, qui a été le plus fort de la semaine dernière, a été acheté d'importantes quantités de dollars (150 millions pour la seule journée de mercredi).

Le yen japonais, qui a été le plus fort de la semaine dernière, a été acheté d'importantes quantités de dollars (150 millions pour la seule journée de mercredi).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE SOGENAL

L'assemblée générale ordinaire, tenue au siège social, à Strasbourg, le 5 avril 1977, sous la présidence de M. Guillaume Labadie, président du conseil d'administration, et en présence de M. Maurice Laure, président de la Société générale, a approuvé les comptes de l'exercice écoulé.

Le total du bilan s'élevait à 18 032 154 687,79 F, en augmentation de 29,01 % par rapport à celui du 31 décembre 1976. Les résultats financiers ont été arrêtés à 14 733 234,34 francs, y compris la reprise à concurrence de 2 500 000 francs de provisions déductibles et de la provision pour investissement de 1 594 542,56 F constatée en 1976 dans le cadre du régime de la participation des salariés aux fruits de l'expansion. Un revenu global de 125 F par action, dont 10 F sous la forme de dividende distribué et 115 F représentatif de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), sera mis en paiement le 18 avril 1977. Ce dividende, égal à celui de l'exercice précédent, s'ajoutera à un capital porté, courant 1976, de 67,3 millions de francs (640 000 actions de 125 F nominal) à 75 millions de francs (600 000 actions de 125 F nominal) par émission d'actions de numéraire.

Augmentées de 7 millions de francs par affectation de provisions et par utilisation de réserves, les réserves s'élevaient à 82 millions de francs.

Il est rappelé que le conseil d'administration a décidé, en sa séance du 12 février 1977, de porter le capital de 125 millions de francs à 80 millions de francs par incorporation de réserves et attribution d'actions nouvelles de 125 F nominal pour cinq actions anciennes. Cette opération interviendra le 31 décembre 1977 et les actions nouvelles porteront jouissance du 1^{er} janvier 1978.

Dans les trois départements d'Alsace et de Moselle, qui constituent son rayon d'activité en France, la SOGENAL a porté le nombre de succursales à 14. Elle a, d'autre part, renforcé son réseau étranger en la dotant de nouveaux bureaux administratifs et matériels. En procédant, au mois d'octobre 1976, à

la réouverture de son agence de Dusseldorf, Banque régionale qui affirme ainsi sa vocation européenne, la SOGENAL dispose actuellement de huit points d'exploitation en Belgique, sept en République fédérale d'Allemagne, deux en Suisse, un au grand-duché de Luxembourg et conjointement avec la Société générale d'un bureau de représentation à Berlin, en R.D.A. Elle est enfin installée en Autriche par l'intermédiaire de sa filiale, la Société générale alsacienne de banque A.G. qui est établie à Vienne depuis 1971 et continue de progresser d'un façon satisfaisante.

L'assemblée a renouvelé, pour une période statutaire de cinq ans, le mandat d'administration de M. Pierre Mauron et Frédéric Roulet. Elle a par ailleurs nommé M. Marcel Leclercq et M. Jean-Pierre Knaus, en remplacement de M. Jean Richard, vice-président, qui a demandé à être déchargé de ses fonctions d'administrateur, et de M. Robert Babelin, administrateur par intérim.

Une assemblée générale extraordinaire a eu lieu le 5 avril 1977, sous la présidence de M. Guillaume Labadie, président du conseil d'administration, et en présence de M. Maurice Laure, président de la Société générale, a approuvé les comptes de l'exercice écoulé.

Le total du bilan s'élevait à 18 032 154 687,79 F, en augmentation de 29,01 % par rapport à celui du 31 décembre 1976. Les résultats financiers ont été arrêtés à 14 733 234,34 francs, y compris la reprise à concurrence de 2 500 000 francs de provisions déductibles et de la provision pour investissement de 1 594 542,56 F constatée en 1976 dans le cadre du régime de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Un revenu global de 125 F par action, dont 10 F sous la forme de dividende distribué et 115 F représentatif de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), sera mis en paiement le 18 avril 1977. Ce dividende, égal à celui de l'exercice précédent, s'ajoutera à un capital porté, courant 1976, de 67,3 millions de francs (640 000 actions de 125 F nominal) à 75 millions de francs (600 000 actions de 125 F nominal) par émission d'actions de numéraire.

EUROPE N° 1 - IMAGES ET SON

L'assemblée générale ordinaire d'Europe N° 1 Images et Son s'est tenue le 31 mars 1977 à Montecarlo sous la présidence de M. Sylvain Laroche, président du conseil d'administration, et en présence de M. Maurice Laure, président de la Société générale, a approuvé les comptes de l'exercice écoulé.

Le total du bilan s'élevait à 18 032 154 687,79 F, en augmentation de 29,01 % par rapport à celui du 31 décembre 1976. Les résultats financiers ont été arrêtés à 14 733 234,34 francs, y compris la reprise à concurrence de 2 500 000 francs de provisions déductibles et de la provision pour investissement de 1 594 542,56 F constatée en 1976 dans le cadre du régime de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Un revenu global de 125 F par action, dont 10 F sous la forme de dividende distribué et 115 F représentatif de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), sera mis en paiement le 18 avril 1977. Ce dividende, égal à celui de l'exercice précédent, s'ajoutera à un capital porté, courant 1976, de 67,3 millions de francs (640 000 actions de 125 F nominal) à 75 millions de francs (600 000 actions de 125 F nominal) par émission d'actions de numéraire.

GESTION SÉLECTION (France) SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 25 mars 1977 sous la présidence de M. Jean de Sully, a approuvé les comptes du troisième exercice de la société.

Le bénéfice distribuable s'élève à 2 882 793,96 F contre 2 443 129,22 F pour l'exercice précédent.

L'assemblée a décidé d'attribuer à chacune des actions composant le capital social un revenu global de 8,25 F contre 6,25 F l'an dernier.

Le dividende d'un montant de 7,44 F sera mis en paiement le lundi 4 avril 1977 contre remise des coupons n° 7 et n° 8.

Le coupon n° 7 de 2,50 F, assorti d'un droit d'impôt de 0,20 F, sera payé à concurrence de 3 000 F de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et d'un droit au-delà de ce montant à l'option pour le paiement forfaitaire de 25 % libératoire d'impôt.

Le coupon n° 8 de 5,75 F, assorti d'un droit d'impôt de 1,51 F, sera payé à concurrence de 3 000 F de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et d'un droit au-delà de ce montant à l'option pour le paiement forfaitaire de 25 % libératoire d'impôt.

Le coupon n° 8 de 5,75 F, assorti d'un droit d'impôt de 1,51 F, sera payé à concurrence de 3 000 F de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et d'un droit au-delà de ce montant à l'option pour le paiement forfaitaire de 25 % libératoire d'impôt.

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

● Nouveau régime simplifié d'imposition des petites et moyennes entreprises. — La date limite fixée par l'administration aux petites et moyennes entreprises pour choisir leur régime d'imposition vient d'être reportée du 30 avril au 16 mai, annonce un communiqué du ministère de l'économie et des finances.

Prix

● Le mouvement des prix ne dépend pas seulement des coûts internes, mais aussi des prix de nos importations, note le gouvernement dans l'exposé général des motifs du projet de loi de finances rectificative pour 1977 qui va être examiné par le Parlement.

● Notre économie va devoir assimiler la forte hausse des prix des matières premières importées : les fortes hausses constatées depuis un an ont maintenant entraîné une augmentation dans les prix des produits transformés destinés aux ménages. Le réajustement du franc constaté ces derniers mois est un facteur qui permet d'atténuer légèrement cette répercussion. Il reste que, ces matières premières étant indispensables à notre économie, ces hausses se traduisent inévitablement par une hausse du pouvoir d'achat de la France vers les pays producteurs de matières premières et d'énergie. Ce transfert rend nécessaire l'acceptation en France d'une discipline en matière de pouvoir d'achat, même si ces hausses ont pour conséquence de retarder le rattrapage des revenus nominaux.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	F. Suisses	F. Français
24 heures	4 3/8	5 3/8	4 5/8	1 1/8
1 mois	3 1/2	3 3/4	4 1/2	3 1/2
3 mois	3 1/8	3 3/8	4 1/8	3 1/8
6 mois	3 1/4	3 3/4	4 1/4	3 1/4

D'ORLY SUD PARIS-TEHERAN. SANS ESCALE

LUNDI - MERCREDI - VENDREDI - DIMANCHE

225.99.06+

IRAN AIR

Décollage : 15 h

BUREAUX, PARIS 19^e à proximité du périphérique,

à vendre, prix ferme et définitif, 3680 F le m² ou à louer,

un immeuble entier neuf, 6000 m² divisibles.

Bourdais Bureautique

227.11.89 160 à 166, bd Hausmann 75008 Paris. Tél. JBS 660978 F.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Ministère des Postes et Télécommunications
Office des Postes et Télécommunications

COMMUNIQUÉ N° 77-0788/OPT/DGT/DPE/M

L'Appel d'Offres international n° 76-951/OPT/DGT/DPE/M, daté du 29 janvier 1977, concernant la fourniture de matériel de réseaux urbains téléphoniques. En complément de cet Appel d'Offres, l'Office des Postes et Télécommunications demande aux soumissionnaires de déposer des offres pour les travaux de pose et de raccordement et les travaux de génie civil.

L'ensemble de l'opération est constituée de trois parties :
Lot a : câbles et matériel de raccordement conformément à l'Appel d'Offres n° 76-951/OPT/DGT/DPE/M.
Lot b : les travaux de pose et de raccordement.
Lot c : les travaux de génie civil indiqués dans l'avis n° 77-0534/OPT/DGT/DPE/M.

Les soumissionnaires peuvent déposer une offre pour les parties a et b ensemble, ou pour la partie c seule, ou pour la totalité de l'opération. L'évaluation portera sur chacune des trois parties et l'Office des Postes et Télécommunications se réserve le droit de choisir la solution la plus avantageuse. Toutefois, il ne pourra pas être exigé d'un soumissionnaire d'effectuer les travaux de pose et de raccordement pour un matériel qu'il n'aurait pas fourni.

La date limite de dépôt des offres relatives à l'Appel d'Offres n° 76-951/OPT/DGT/DPE/M est reportée au 28 mai 1977 à 12 heures, pour l'ensemble des lots a, b et c.

LES MARCHÉS

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

PARIS LONDRE

LES MARCHÉS FINANCIERS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BA
SOGENAI

[illegible]

PARIS

6 AVRIL
Très forte reprise

La mission prioritaire consistait des ministres de reporter d'un an l'application de la loi sur les valeurs-vagues a provoqué une très forte reprise des Bourses de Paris et de New York, de séance en séance.

Il n'était que temps. Malgré l'intervention des organismes de placement, les valeurs de la zone ont continué à grimper et ont atteint au tiers des cent soixante-dix-huit valeurs inscrites à la cote du terme accusant encore une hausse de 12,5 %, dont 1 % de 1^{re} et 11,5 % comme dans le cas de la S.A.T.

Tous les replis tentatifs ont été vite effacés par de hausses spectaculaires ont même été enregistrées, comme dans le cas de B.S.N. (+ 13 %), Lyonnaises (+ 12 %), S.N. (+ 10 %), Phénix (+ 9 %), Carrefour (+ 8,2 %), Saint-Louis (+ 8,2 %), Michelin (+ 7,7 %), C.E. Bancard (+ 7,5 %), S.N. (7,5 %), Pernod-Ricard (+ 7 %), Club Méditerranée (+ 6,1 %).

L'ampleur de cette reprise réna à quel point la taxation des plus-values était redoutée en Bourse, au moins autant sinon davantage que la menace de nationalisation en cas d'une arrivée de la gauche au pouvoir. Selon certaines rumeurs, les modalités d'application devaient, au surplus, être particulièrement sévères, avec la prise en compte des cours au 1^{er} janvier 1978.

De son côté, le gouvernement, visiblement inquiet de la tournure prise par la chute des cours, dont l'accélération aurait pu coûter tous les mécanismes du marché et contribué à compromettre encore les investissements, a voulu faire un geste d'apaisement. Quel geste ? Les opérateurs n'en attendaient pas tant. Le remède, en tout cas, s'est révélé puissant, puisque en clôture l'indicateur de tendances enregistrait une avance supérieure à 4 % alors qu'il menaçait sa baisse atterriton en

LONDRES

stimulé par l'espoir d'un nouvel
lancement jeudi du taux de l'es-
compte, le marché affiche, dès l'ou-
verture, de meilleures dispositions.
Les valeurs industrielles et les pétroles pro-
montent de 1 à 3 points. Fermées
tout des fonds d'Etat. Les mines
et, en revanche, continuent de
s'effriter.

VALEURS	6/4	7/4
Loan 3 1/2 %....	38 7/8	30 7/8
Gas.....	420	424
Sub Petroleum.....	790	794
Oil.....	478	480 1/2
Cop.....	163	163
Artificial Chemical.....	348	349 1/2
Tanks.....	111	112
Bears.....	237	232 1/2
Steel Rodings.....	13	12 3/4
Tinto Zinc Corp.....	212	214
Sif Briefontels.....	16 1/4	16 1/4

NEW-YORK

Tendance irrégulière

nouvelle tentative de rupture avec les négociations mercredi à Washington.

Mais, comme la veille, elle est restée court et la tendance demeure très irrégulière. L'indice des prix à la consommation a baissé de 0,17 %, soit à 1,41 point au-dessous du son niveau précédent.

L'activité s'est ralentie : 16,80 milliards de dollars de produits finis ont été livrés contre 18,93 millions.

Deux facteurs principaux pourraient avoir d'une hausse (corrélation positive) : une baisse de la consommation, signe d'un retournement de confiance ; la diminution des commandes d'aide aux entreprises étrangères, opérant, par conséquent, déprimées par la menace d'inflation, attendaient la publication, ce jeudi, de la note de mars avant l'annonce du mois de mai avant l'annonce.

Sur 141 valeurs traitées, 682 ont monté et 511 n'ont varié.

Indices Dow Jones : transports (+0,78 - (0-39)) ; services publics (-0,78).

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS
100 110 120 130 140 150 160 170

(INSEE. Base 100: 31 dec. 1951.)

	5 avril 6
Valeurs françaises ..	85,4
Valeurs étrangères ..	99,2

C^o DES AGENTS DE CHANGEMENT

(Base 100: 28 dec. 1951.)

POURS DU DOLLAR A TOKYO

	6 4	7 4
dollar (no. years) ..	273 10	273 2

BOURSE DE PARIS - 6 AVRIL - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Comptes rendus des assemblées générales des sociétés de la semaine du 15 au 21 décembre 1910.																													
Competition					Competition					Competition					Competition					Competition					Competition				
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours		Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours		Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours		Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours		Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours						
534	4,50 p. 1972	536	538	536	405	Die Gte	340	370	371	123	Globe-Comp	125	117	125	445	Y.L. Elect.	518	518	518	74	Free State	67	65	66	64				
1645	C.M.E. 3 %	1833	1852	1851	4185	E. Lefebvre	170	170	168	77	Genl-Parisien	77	60	78	670	(Ind.)	114	114	114	75	Ben. Electric	247	246	246	242				
366	Africain	334	351	350	4185	S. Lefebvre	171	170	168	48				118	Genl-Parisien	114	114	114	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
265	Soc. Liquidat.	303	300	300	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Part. Ind.	82	82	82	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246	242					
173	Aut. Suprem.	126	135	134	4185	Europe	171	170	168	48				225	Genl-Parisien	225	225	225	150	Ben. Electric	247	246	246						

COTE DES CHANGES	COURS DES MONNAIES	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
------------------	-----------------------	----------------------

[illegible]

D'ORLYS
PARIS-LE CARRE
LUXURY - VENTURES
22-9366
IRANAIR

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
— LIRAN : les forces chrétiennes subissent des revers dans le Sud-Liban.
3. AMERIQUES
— Les entretiens Soder-Carter.
4. ASIE
— CHINE : la révolution en suspens (IV) de notre correspondant Alain Jacob.
5. EUROPE
— ESPAGNE : le ministre de l'Intérieur interdit la célébration du jour de la patrie basque.
6. AFRIQUE
— Les travaux de l'Assemblée nationale.
7. LIBRES OPINIONS : « Le prince des nées », par Pierre Boutang.
8. DEFENSE
— Le général Rhenner est nommé secrétaire général de la défense nationale.
9. RELIGION
— Le dialogue islamo-chrétien.
10. DEFENSE
— La Journée mondiale de la santé.
11. JUSTICE
— L'audition du Dr Azarad a pris fin après quarante-huit heures de garde à vue.
12. SPORTS
— FOOTBALL : les demi-finales de la Coupe d'Europe.

LE MONDE DES LIVRES

- Pages 11 à 16
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Fragments d'un discours amoureux », de Roland Barthes.
 - Rencontre avec Brigitte Trogis.
 - La vie littéraire.
 - Écrivains, suivez le guide.
 - Une société en déliquescence : les livres.
 - Une nouvelle lecture d'André Gide : « L'homme-Tigre et son voyageur ».
17. D'UNE REGION A L'AUTRE
- 18 à 21. ARTS ET SPECTACLES
- CINÉMA : La Griffe et la Dent.
- 24 à 26. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
- CONFLITS ET REVENDICATIONS : les Gens de Mer.
 - L'automobile : les économies de carburant.
 - ÉTRANGER : à propos de l'exposition française de Djakarta.

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (19)
- Annonces classées (22 et 23)
 - Aujourd'hui (19) : Bourne (27)
 - Bulletin d'enseignement (16)
 - Carrières (19) : « Journal officiel » (19)
 - Loterie nationale et Loto (16)
 - Météorologie (18)
 - Mots croisés (18)

M. PONATOWSKI RECEVRAIT BIEN « UNE AFFECTATION IMPORTANTE »

Selon certaines informations de source ouest-allemande, M. Michel Poniatowski pourrait être prochainement nommé ambassadeur de France à Bonn. Le titulaire actuel de ce poste, M. Olivier Wormser, a été autorisé à faire valoir ses droits à la retraite.

A l'Élysée, on s'abstient de tout commentaire à ce sujet. On apprend, toutefois, que, mercredi soir 6 avril, M. Giscard d'Estaing a déclaré à quelques journalistes que M. Poniatowski « recevrait bientôt une affectation importante et non politique ».

Environ cent cinquante ouvriers de l'ip ont pénétré mercredi 6 avril dans les locaux de l'Union patronale interprofessionnelle (U.P.I.) du Doubs, à Besançon, et ont emporté des documents, indiquant l'organisation patronale, qui a décidé de porter plainte contre X pour vol.

Le numéro de « Monde » daté 7 avril 1977 a été tiré à 545 957 exemplaires.

A B C D F G H

A Sarcelles

Une information judiciaire révèle une énorme escroquerie aux dépens de la Caisse des dépôts et consignations

Le parquet de Pontoise vient d'ouvrir une information judiciaire contre X... pour escroqueries, tentatives d'escroqueries et complicité, après des détournements de fonds — entre 40 millions et 80 millions de francs — commis au préjudice de la Caisse des dépôts et consignations, dans le centre commercial régional des Flanades, à Sarcelles (Val-d'Oise), d'une surface totale de 70 000 m².

La Caisse des dépôts et consignations n'a, pour l'instant, pas porté plainte.

C'est au cours des trois dernières années que la Caisse des dépôts a été escroquée de cette somme, accordée par l'intermédiaire de deux de ses filiales, sous forme de prêts qui n'ont jamais été remboursés.

La première filiale, la C.I.R.P. (Compagnie immobilière de la région parisienne), est propriétaire des Flanades. La seconde, la S.C.I.C. (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations), gère cet ensemble commercial. Les bénéficiaires de ces crédits — des sociétés d'agencement de magasins — n'ont apparemment jamais eu de situation de travaux à présenter à l'organisme prêteur pour toucher leurs prêts, établis, de plus, sur des devis surévalués systématiquement de 50 à 70 %.

Ces prêts d'installation, de 500 000 francs à 3 millions, étaient destinés à permettre à ces sociétés de construire et d'exploiter des magasins. En outre, ces entreprises n'ont jamais remboursé ces crédits avant d'être, tour à tour, ainsi que les sociétés commerciales gravitant autour d'elles, mises en faillite.

C'est cette véritable cascade de faillites, au sein de sociétés commerciales et d'entreprises des « Flanades » qui a, au cours de l'année 1976, conduit le parquet de Pontoise à déclencher une enquête judiciaire.

Ces escroqueries ont été réalisées au moyen de plusieurs sociétés d'agencement de magasins — une vingtaine, plus ou moins fictives, créées pour « récupérer » frauduleusement l'argent de la S.C.I.C., explique-t-on à la section financière du parquet de Pontoise.

« Étant donné que les entreprises pour réaliser les travaux d'aménagement de plusieurs dizaines de boutiques, pourvus, par eux-mêmes de prêts-noms, certains dirigeants de ces sociétés ont fait faillite, les autres ont disparu, et cela après avoir touché le montant des prêts. »

L'enquête judiciaire va maintenant déterminer, conclut-on, à qui échoit la responsabilité de ces détournements de fonds.

« C'est une véritable affaire de 130 millions de francs, sur quatre niveaux, soulignent-ils, et aujourd'hui, cinq ans plus tard, moins de la moitié de ces magasins sont ouverts. Nous payons les pots cassés de cette affaire car nous subissons des lancers commerciaux exorbitants. »

Selon la Caisse des dépôts, l'affaire porterait seulement sur 20 millions de francs : une quinzaine de commerçants n'auraient pas remboursé des prêts allant de 200 000 à 500 000 F qui leur avaient été consentis pour des travaux d'aménagement.

Aucune inculpation n'a pour l'instant été prononcée.

M. Jean-Claude Grosjean, juge d'instruction à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), a inculpé, mercredi 30 mars, le brigadier commandant la brigade de gendarmerie de Bandol (Var), et quatre autres gendarmes de la même brigade, de « violence contre les personnes par agents de la force publique ».

Cette inculpation, qui n'a été connue que ce jeudi 7 avril en fin de matinée, fait suite à la plainte d'un ferrailleur de Bandol, M. René Adolphe, qui affirmait avoir subi de graves services dans les locaux de la gendarmerie alors qu'il était gardé à vue, les 17 et 18 mars 1976 pour une affaire de vol et de recel (le Monde des 14, 15 et 16 juin 1976).

M. Adolphe avait été de nouveau arrêté le 16 septembre 1976, après une série de cambriolages commis dans la région de Toulon.

Ambassadeur du Mexique à Paris

L'ÉCRIVAIN CARLOS FUENTES DONNE SA DÉMISSION

M. Carlos Fuentes, qui avait été nommé ambassadeur du Mexique à Paris le 21 janvier 1975, a donné sa démission le mercredi 6 avril. Il nous a fait à ce propos la déclaration suivante :

« Le 21 janvier de ce jour, j'ai présenté ma démission du poste d'ambassadeur du Mexique en France. La raison de cette démission est mon désaccord politique avec la nomination de M. Gustavo Díaz Ordaz en qualité d'ambassadeur du Mexique en Espagne. En tant que président du Mexique, M. Díaz Ordaz fut le seul responsable le 2 octobre 1968, du massacre de centaines d'innocents, presque tous étudiants, sur la place des Trois-Cultures de la ville de Mexico. Dès ce moment, j'ai manifesté, publiquement et à plusieurs reprises, mon opposition à M. Díaz Ordaz. Il m'est impossible aujourd'hui de faire partie du même corps de gouvernement que celui qui appartient à chacun de choisir à qui il serra la main et avec qui il partage son pain. C'est ce droit élémentaire que je revendique aujourd'hui. »

M. Fuentes tient d'autre part à exprimer sa « profonde tristesse » à Mme. Luis Scherer (ancien président du Mexique) et José López Portillo (actuel président) pour « la confiance et l'appel » qu'ils lui ont accordés.

Les ministères des affaires étrangères du Mexique n'a fait pour le moment aucune déclaration. Mlle Jacqueline Gonzalez Quintanilla, ministre plénipotentiaire à l'ambassade, sera chargée d'affaires « ad interim ».

Né en 1928, M. Carlos Fuentes est un écrivain mexicain de la « Génération de 1938 ». Il est l'auteur notamment de la « Mort d'Artemio Cruz », la « Région la plus transparente », « Zone interdite », « Fanny », « Terra », « Le silence », « Les plaques », « Le bœuf est mort », « À la recherche d'Avignon », et « L'Espace Cardin ». Ses romans ont été traduits en français et en anglais, et ont reçu de nombreux prix, notamment le prix Nobel de littérature. M. Fuentes a fait de l'ambassadeur du Mexique un véritable carrefour intellectuel. Mais c'est aussi un homme de cœur et de conviction qui a été déçu. Cet enlèvement avait précédemment pour but d'exercer un chantage sur le gouvernement de Bonn pour qu'il libère Baader et ses co-détenus de Stuttgart.

À cette occasion, deux activistes japonais, a été reçu mercredi 6 avril, à l'Élysée, par M. Giscard d'Estaing, puis par l'hôtel Matignon par M. Barre. L'ancien premier ministre se rendra ensuite en Allemagne fédérale.

Le procureur général de la République fédérale d'Allemagne est assassiné à Karlsruhe

Karlsruhe (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — M. Siegfried Buback, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis ce jeudi matin 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Buback, selon des informations données par la police de cette ville, se rendait à son cabinet lorsque deux hommes à moto ont rejoint sa voiture. Le passager de la moto a immédiatement ouvert le feu à la mitrailleuse, tuant le procureur fédéral et l'un de ses collaborateurs qui se trouvait à sa droite. Une autre personne aurait été grièvement blessée au cours de l'attentat.

De notre correspondant

Bonn. — M. Siegfried Buback était l'homme-clé de la justice allemande dans la lutte contre le terrorisme et l'espionnage. C'est lui qui, sur le plan fédéral, menait l'accusation contre les terroristes et les espions surpris en territoire allemand. À ce titre, il était l'ennemi numéro un des activistes allemands et étrangers. Il y a trois ans, son épouse avait fait l'objet d'une agression à la bombe, d'où elle n'était sortie que légèrement blessée.

M. Siegfried Buback était partisan d'une grande rigueur à l'égard des ennemis potentiels de l'État de Bonn, qu'ils soient espions ou terroristes. A plusieurs reprises et en ce qui concerne l'espionnage, il s'était opposé aux pratiques d'échange d'espions, quelques mois seulement après leur condamnation, par des tribunaux occidentaux, à de sévères peines de prison.

Rien ne permet encore de déterminer quels peuvent être les auteurs de cet attentat. Inévitablement, pourtant, l'attention de la police se concentre sur les mouvements sympathisants du groupe Baader-Meinhof. Ce coup de main survient en effet à un moment où le procureur général fédéral, M. Siegfried Buback, est en train de mener une enquête sur les activités de ce groupe.

Les coulées de lave échappées du volcan, qui avançaient à une vitesse de 3 km/heure, ont déjà détruit cinq villages, ainsi que la petite ville de Singini (deux mille cinq cents habitants). Deux corps carbonisés ont été retrouvés mercredi 6 avril, en raison de la reprise de l'activité du volcan Karthala.

Les coulées de lave échappées du volcan, qui avançaient à une vitesse de 3 km/heure, ont déjà détruit cinq villages, ainsi que la petite ville de Singini (deux mille cinq cents habitants). Deux corps carbonisés ont été retrouvés mercredi 6 avril, en raison de la reprise de l'activité du volcan Karthala.

Les coulées de lave échappées du volcan, qui avançaient à une vitesse de 3 km/heure, ont déjà détruit cinq villages, ainsi que la petite ville de Singini (deux mille cinq cents habitants). Deux corps carbonisés ont été retrouvés mercredi 6 avril, en raison de la reprise de l'activité du volcan Karthala.

LA FIN DU XXXI^e CONGRÈS DE LA F.N.S.E.A.

La politique agricole communautaire doit être redéfinie avant d'éventuelles négociations sur l'élargissement de la C.E.E.

déclare M. Pierre Méhaignerie

« La politique agricole communautaire doit être redéfinie avant d'éventuelles négociations sur l'élargissement de la C.E.E. », a déclaré M. Pierre Méhaignerie, le nouveau ministre de l'Agriculture, qui clôturait le XXXI^e congrès de la F.N.S.E.A. qui s'est ouvert le 5 avril à Strasbourg. Antérieurement, M. Michel Debré, président de la Fédération, avait présenté au ministre une synthèse des préoccupations et des souhaits de la centrale paysanne. La journée de mercredi avait été consacrée aux relations de la presse avec les agriculteurs, aux perspectives européennes et aux Groupes Initiative et Responsabilité (G.I.R.) auxquels participe M. Debré avec d'autres représentants de professions libérales, des cadres, des artisans et des chefs d'entreprises petites et moyennes.

« Je suis déterminé, après cette première prise de contact, à agir en association, et à m'efforcer d'être en étroite relation avec votre Fédération et les autres organisations agricoles représentatives », a déclaré M. Pierre Méhaignerie. Il a ensuite analysé les causes monétaires et économiques du « mal européen », qui a été l'un des principaux thèmes du congrès, et évoqué les blocages politiques de l'Europe, dus à l'attitude de la Grande-Bretagne lors des dernières négociations.

« Cette attitude de refus », a-t-il dit, « ne nous paraît pas conforme à l'esprit qui doit régner dans nos négociations communautaires (...). »

« Je suis déterminé, après cette première prise de contact, à agir en association, et à m'efforcer d'être en étroite relation avec votre Fédération et les autres organisations agricoles représentatives », a déclaré M. Pierre Méhaignerie. Il a ensuite analysé les causes monétaires et économiques du « mal européen », qui a été l'un des principaux thèmes du congrès, et évoqué les blocages politiques de l'Europe, dus à l'attitude de la Grande-Bretagne lors des dernières négociations.

« Cette attitude de refus », a-t-il dit, « ne nous paraît pas conforme à l'esprit qui doit régner dans nos négociations communautaires (...). »

« Je suis déterminé, après cette première prise de contact, à agir en association, et à m'efforcer d'être en étroite relation avec votre Fédération et les autres organisations agricoles représentatives », a déclaré M. Pierre Méhaignerie. Il a ensuite analysé les causes monétaires et économiques du « mal européen », qui a été l'un des principaux thèmes du congrès, et évoqué les blocages politiques de l'Europe, dus à l'attitude de la Grande-Bretagne lors des dernières négociations.

« Cette attitude de refus », a-t-il dit, « ne nous paraît pas conforme à l'esprit qui doit régner dans nos négociations communautaires (...). »

« Je suis déterminé, après cette première prise de contact, à agir en association, et à m'efforcer d'être en étroite relation avec votre Fédération et les autres organisations agricoles représentatives », a déclaré M. Pierre Méhaignerie. Il a ensuite analysé les causes monétaires et économiques du « mal européen », qui a été l'un des principaux thèmes du congrès, et évoqué les blocages politiques de l'Europe, dus à l'attitude de la Grande-Bretagne lors des dernières négociations.

« Cette attitude de refus », a-t-il dit, « ne nous paraît pas conforme à l'esprit qui doit régner dans nos négociations communautaires (...). »

« Je suis déterminé, après cette première prise de contact, à agir en association, et à m'efforcer d'être en étroite relation avec votre Fédération et les autres organisations agricoles représentatives », a déclaré M. Pierre Méhaignerie. Il a ensuite analysé les causes monétaires et économiques du « mal européen », qui a été l'un des principaux thèmes du congrès, et évoqué les blocages politiques de l'Europe, dus à l'attitude de la Grande-Bretagne lors des dernières négociations.

« Cette attitude de refus », a-t-il dit, « ne nous paraît pas conforme à l'esprit qui doit régner dans nos négociations communautaires (...). »

« Je suis déterminé, après cette première prise de contact, à agir en association, et à m'efforcer d'être en étroite relation avec votre Fédération et les autres organisations agricoles représentatives », a déclaré M. Pierre Méhaignerie. Il a ensuite analysé les causes monétaires et économiques du « mal européen », qui a été l'un des principaux thèmes du congrès, et évoqué les blocages politiques de l'Europe, dus à l'attitude de la Grande-Bretagne lors des dernières négociations.

« Cette attitude de refus », a-t-il dit, « ne nous paraît pas conforme à l'esprit qui doit régner dans nos négociations communautaires (...). »

« Je suis déterminé, après cette première prise de contact, à agir en association, et à m'efforcer d'être en étroite relation avec votre Fédération et les autres organisations agricoles représentatives », a déclaré M. Pierre Méhaignerie. Il a ensuite analysé les causes monétaires et économiques du « mal européen », qui a été l'un des principaux thèmes du congrès, et évoqué les blocages politiques de l'Europe, dus à l'attitude de la Grande-Bretagne lors des dernières négociations.

« Cette attitude de refus », a-t-il dit, « ne nous paraît pas conforme à l'esprit qui doit régner dans nos négociations communautaires (...). »

la nouvelle
mode
pour les
grandes tailles

AUTEUIL
TAILLES 44 A 60
99, RUE DE PASSY - PARIS
41, RUE LA FAYETTE - PARIS
7, RUE DU CASINO - DEAILVILLE

L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS

phone: (94) 97.00.04 / télex: 470.235 à 5° TROPÉZ

مكتبة من الأصل